

UNIVERSITE MOULOU D MAMMERI DE TIZI-OUZOU

Faculté des Sciences Economiques,

Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences Financières et Comptabilité



Mémoire fin du cycle

En vue de l'obtention du Diplôme de Master en Sciences Financières et Comptabilité

Spécialité : Finance d'entreprise

**La gestion des risques des crédits bancaires et son impact sur le
financement des entreprises**

Cas : Crédit Populaire d'Algérie Tizi-Ouzou

Réalisé par :

Yahiaoui Ahmed Abderraouf

Melizou Riad

Dirigé par :

Dr Cherigui Djaafar

Devant le jury composé de :

Dr.GUENDOUDI MOHAMMED MAA Président

Dr.OUCIF FAIZA KHEIR EDDINE MCA Examineur

Dr. CHERIGUI DJAAFAR Rapporteur

Année universitaire 2022/2023

Remerciements

*Nous tenions à exprimer ma profonde gratitude envers mon encadreur
CHERIGUI DJAAFAR pour sa précieuse guidance, son soutien inestimable
et ses précieux conseils tout au long de l'élaboration de ce mémoire. Son
expertise a été une source d'inspiration pour moi.*

*Je souhaite également remercier chaleureusement les membres du jury
pour leur temps, leurs commentaires constructifs et leur expertise qui ont
contribué à améliorer ce travail.*

*Un grand merci à tous les professeurs et enseignants qui ont partagé leurs
connaissances et ont contribué à mon développement académique.*

*Je suis également reconnaissant envers ma famille et mes amis pour leur
soutien constant, leurs encouragements et leur compréhension durant
cette période exigeante.*

*Enfin, un merci spécial à mes collègues ARAR AYOUB KHERFI
ABDERRAHIM TOUABI DAHMANE qui ont partagé ce voyage académique
avec moi et ont été une source d'inspiration mutuelle.*

*Votre soutien inestimable a joué un rôle essentiel dans la réalisation de ce
mémoire.*

Merci du fond du cœur

Dédicaces

Nous dédions ce mémoire à ceux qui ont été mes piliers tout au long de cette aventure.

À ma chère maman, source infinie de soutien, d'amour et d'inspiration. Ton soutien inconditionnel m'a guidé à travers les défis de ce parcours académique. Ce mémoire est dédié à toi.

À mon père, dont la sagesse et le dévouement m'ont toujours motivé à persévérer. Merci pour ton exemple inspirant.

À mon frère qui a été mon compagnon et confident pendant cette aventure. Ton soutien moral a été une source de réconfort.

À ma sœur dont l'enthousiasme pour l'apprentissage et les encouragements constants m'ont aidé à surmonter les obstacles.

Cette réalisation est le fruit de notre amour et de notre unité en tant que famille. Je vous dédie ce mémoire avec tout mon amour et ma reconnaissance.

Raouf

Dédicaces

*Nous dédions ce mémoire à ceux qui ont été mes piliers tout au long de
cette aventure.*

*À mes chers grands-parents, ma source d'inspiration silencieuse,
Votre sagesse, vos récits et votre amour inconditionnel m'ont façonné de
manière indélébile. Ce mémoire est dédié à vous, en reconnaissance de
l'héritage que vous avez transmis et de l'amour qui continue de me guider.*

*À ma chère maman et mon cher père,
Votre soutien indéfectible et vos sacrifices incommensurables ont été la
fondation de mon éducation. Ce mémoire est une humble expression de
ma gratitude pour tout ce que vous avez fait pour moi. Votre amour a été
ma boussole.*

*À mon cher frère et à ma chère sœur,
Nos liens familiaux sont une source constante de joie et de force. Votre
présence et votre soutien ont rendu ce voyage plus significatif. Ce
mémoire est dédié à notre amour fraternel et à nos aventures partagées.
Cette réalisation est le fruit de l'amour, de la patience et du soutien de
ma famille. À vous tous, cette dédicace est offerte avec tout mon amour
et ma reconnaissance.*

Sommaire

Introduction générale	1
CHAPITRE I : Généralités sur les crédits bancaire	7
Section 01 : Les notions de base de la banque	7
Section 02 : Notions sur le crédit	11
Section 03 : Les risques de crédit bancaire	25
Chapitre II : L'impact des crédits bancaires sur le financement des entreprises	36
Section 01 : l'impact de la gestion de risque de crédit sur le financement des entreprises	36
Section 02 : Les garanties bancaires	48
Section 03 : Analyse de la gestion des risques de crédit	53
Chapitre III : Etude de cas CPA Tizi-Ouzou	61
Section 01 : Présentation de CPA	61
Section 02 : Etude sur l'octroi d'un crédit d'investissement	69
Section 03 : Analyse financière des résultats	77
Conclusion générale	82

Liste d'abréviations

CPA	Crédit Populaire d'Algérie.
BADR	Banque de l'agriculture et du développement rurale.
BDL	Banque du développement locale.
ANSEJ	Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes.
BFR	Besoin de fond de roulement.
BNA	Banque nationale d'Algérie.
TPM	Transport Publique des Marchandises.
CLT	Crédit à long terme.
CMT	Crédit à moyen terme.
CNAS	Caisse Nationale des Assurances Sociales
FR	Fond de roulement.
FRN	Fond de roulement net.
HT	Hors taxe.
PME	Petite moyenne entreprises.
RS	Ratio de solvabilité.
RLI	Ratio de liquidité immédiate.
RGL	Ratio de liquidité générale.
BIM	Banque de l'Industrie et des Mines.
BPCI	La Banque Populaire Commerciale et Industrielle.
BPCA	La Banque Populaire du Crédit d'Algérie.
SMCA	Société Marseillaise de Crédit en Algérie.
CFCB	Compagnie Française de Crédit et de Banque.
BPA	Banque Populaire Arabe.
BDC	Bons De Caisse.
CASNOS	Caisse Nationale des Sécurité sociales des Non-Salariés.

Introduction générale

Introduction générale

Depuis la crise financière de 2008, la gestion des risques est devenue une préoccupation majeure pour les banques et les entreprises. Les événements de cette crise ont mis en évidence les conséquences désastreuses d'une gestion inadéquate des risques financiers, opérationnels et réglementaires dans le secteur bancaire. Depuis lors, les réglementations se sont renforcées et les pratiques de gestion des risques ont évolué pour tenter de prévenir de tels événements à l'avenir.

Dans ce contexte, la gestion des risques est devenue un sujet clé pour les banques, qui doivent non seulement se conformer aux réglementations en matière de gestion des risques, mais également protéger leurs propres intérêts en minimisant les risques liés à leurs activités. Cependant, la gestion des risques ne concerne pas seulement les banques, elle a également un impact direct sur les entreprises clientes.

Les entreprises ont des relations complexes avec les banques, notamment en termes de financement et de gestion des flux de trésorerie. Les entreprises sont également exposées à des risques financiers, opérationnels et réglementaires qui peuvent être influencés par la gestion des risques des banques. Par conséquent, il est important de comprendre comment les banques gèrent les risques et comment cette gestion peut affecter les entreprises clientes.

Le présent mémoire a pour objectif d'analyser la gestion des risques des banques et son impact sur les entreprises clientes. Pour atteindre cet objectif, nous aborderons plusieurs questions clés, telles que les méthodes de gestion des risques utilisées par les banques, les réglementations en vigueur en matière de gestion des risques, ainsi que les effets de la gestion des risques des banques sur les conditions d'octroi de crédit et les stratégies d'investissement des entreprises clientes. Nous analyserons également les relations entre les banques et les entreprises clientes en termes de gestion des risques, afin de mieux comprendre les avantages et les limites de la gestion des risques pour les entreprises.

La problématique de la recherche :

Le secteur bancaire joue un rôle important dans l'économie de tout pays, en facilitant l'accès au financement pour les entreprises, ce qui est essentiel pour leur croissance et leur stabilité financière. La gestion des risques de crédit au sein des institutions bancaires est un aspect vital de cette dynamique économique, car elle influence la capacité des entreprises à obtenir des crédits et à gérer leurs finances de manière efficace.

Introduction générale

Dans ce contexte, cette recherche se penche sur la gestion des risques de crédit au sein de la Crédit Populaire d'Algérie (CPA), une institution bancaire de renom en Algérie. La CPA joue un rôle central dans le financement des entreprises du pays, ce qui en fait un acteur clé dans le développement économique de l'Algérie.

Cette étude vise à explorer comment les politiques et les pratiques de gestion des risques de crédit de la CPA influencent le financement des entreprises. En particulier, nous nous intéresserons aux décisions de crédit, aux critères d'octroi de prêts, et aux impacts potentiels sur la stabilité financière des entreprises emprunteuses. Comprendre ces mécanismes est essentiel pour évaluer comment le secteur bancaire peut soutenir la croissance économique et la stabilité des entreprises en Algérie.

À cet égard, la problématique centrale de cette recherche est la suivante : "**Comment la gestion des risques de crédit, telle qu'elle est pratiquée au sein du Crédit Populaire d'Algérie (CPA), influe-t-elle sur la capacité des entreprises à accéder au financement ?**"

Pour répondre à cette question, nous allons explorer les politiques de crédit de la CPA, analyser leurs répercussions sur les entreprises, et identifier les défis et les opportunités qui en découlent.

Dans le but de mieux cerner la problématique énoncée auparavant, il serait nécessaire de répondre aux sous-questions suivantes :

- Quelles sont les principales activités bancaires liées au crédit ?
- Quelles sont les principales formes de garanties bancaires utilisées dans le contexte des prêts aux entreprises ?
- Quelles sont les principales étapes de l'analyse financière d'une demande de crédit d'investissement par CPA ?

Les hypothèses de la recherche :

- 1- L'efficacité de la gestion des risques de crédit revêt une importance cruciale pour le secteur bancaire, en tant que pilier essentiel du système financier, afin d'assurer sa stabilité.
- 2- L'usage avisé des garanties bancaires peut non seulement atténuer les risques inhérents au crédit mais également renforcer la confiance des institutions bancaires ce qui à son tour facilite l'accès des entreprises aux ressources financières nécessaires.
- 3- Le rôle significatif de la CPA dans le financement des entreprises en Algérie se traduit par des répercussions directes sur la stabilité financière des bénéficiaires de ses crédits.

Introduction générale

Intérêt de recherche :

La gestion des risques de crédit est cruciale pour les banques et les entreprises, car elle peut avoir un impact significatif sur la stabilité financière de ces dernières. Plus précisément, le thème de la gestion des risques de crédit au sein de la CPA revêt une importance particulière pour plusieurs raisons :

Soutien à la croissance économique : Les banques jouent un rôle essentiel dans le financement des entreprises, en leur fournissant les fonds nécessaires pour investir, se développer et créer des emplois. Comprendre comment la CPA gère les risques de crédit est crucial pour garantir que les entreprises aient un accès équitable et approprié aux ressources financières dont elles ont besoin pour prospérer.

Stabilité financière des entreprises : Une gestion inadéquate des risques de crédit peut mettre en péril la stabilité financière des entreprises emprunteuses, l'exposant à un risque accru de défaut de paiement. Cela peut avoir des conséquences graves, notamment des perturbations opérationnelles, des licenciements, voire la faillite. Comprendre comment les décisions de crédit affectent la stabilité financière des entreprises est essentiel pour éviter de telles situations.

Gestion des ressources financières : Les entreprises ont besoin de fonds pour financer leurs opérations quotidiennes, leurs investissements à long terme et leurs projets de croissance. Savoir comment la CPA attribue et gère les crédits peut aider les entreprises à planifier leurs besoins en liquidités et à optimiser leur utilisation des ressources financières.

Politiques et régulations financières : Les résultats de votre recherche peuvent également avoir des implications pour les politiques et les régulations financières en Algérie. Les décideurs politiques et les régulateurs peuvent utiliser ces informations pour évaluer l'efficacité des politiques de gestion des risques de crédit et apporter d'éventuelles améliorations.

Méthodologie de la recherche :

Dans le souci de répondre à notre problématique, nous avons rédigé notre travail en suivant une méthodologie de recherche basée sur :

Une recherche bibliographique et une étude documentaire qui nous permettront de décerner l'aspect théorique et littéraire relatif à l'amélioration de la performance.

Introduction générale

Une recherche empirique résultant d'une étude de cas au sein de la CPA. Cette étude est réalisée sur la base des entretiens avec les différents responsables de la banque, En plus de l'exploitation des documents internes de la banque dans le souci de présenter le reflet de l'application des notions théoriques dans la réalité de la banque.

Structuration du mémoire

Ce mémoire est structuré en plusieurs chapitres et sections visant à explorer en profondeur les aspects fondamentaux de la gestion des risques des crédits bancaires, en mettant l'accent sur l'étude de le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) agence de Tizi-Ouzou.

Voici un aperçu de la structure du mémoire :

Introduction générale La présente introduction expose le contexte et la justification de l'étude sur les crédits bancaires et leur impact sur le financement des entreprises. Elle énonce la problématique qui sera abordée, les objectifs de l'étude, la méthodologie de recherche qui sera suivie, ainsi que le plan détaillé du mémoire.

CHAPITRE I : Généralités sur les crédits bancaires

Section 01 : Les notions de base de la banque Dans cette section, nous explorerons les notions fondamentales relatives au secteur bancaire. Cela englobe la définition et le rôle des banques, les diverses fonctions qu'elles remplissent dans l'économie, ainsi que les principaux acteurs qui opèrent au sein de ce secteur.

Section 02 : Notions sur le crédit Cette section se penche sur les concepts liés aux crédits bancaires. Nous examinerons la définition du crédit bancaire, les différents types de crédits disponibles sur le marché, et nous détaillerons le processus par lequel les entreprises peuvent solliciter un crédit bancaire.

Section 03 : Les risques de crédit bancaire Cette section met en lumière les risques associés aux crédits bancaires. Nous identifierons les divers types de risques auxquels les banques sont exposées, nous analyserons les méthodes utilisées pour évaluer ces risques, et nous explorerons les pratiques de gestion des risques de crédit.

Chapitre II : L'impact des crédits bancaires sur le financement des entreprises

Section 01 : L'impact de la gestion de risque de crédit sur le financement des entreprises Dans cette section, nous étudierons en profondeur comment la gestion des risques de crédit affecte le financement des entreprises. Nous examinerons le lien étroit entre ces deux aspects, les stratégies employées pour gérer les risques de crédit, et comment cela influence la capacité des entreprises à obtenir des financements.

Introduction générale

Section 02 : Les garanties bancaires Nous aborderons ici la question cruciale des garanties bancaires. Nous décrirons les différents types de garanties que les banques exigent, leur fonctionnement et leur importance dans l'octroi de prêts aux entreprises.

Section 03 : Analyse de la gestion des risques de crédit Cette section se concentrera sur l'analyse des méthodes utilisées dans la gestion des risques de crédit. Nous illustrerons ces méthodes à l'aide d'exemples concrets, en mettant en lumière les bonnes pratiques dans ce domaine essentiel.

Chapitre III : Étude de cas CPA Tizi-Ouzou

Section 01 : Présentation de CPA Nous présenterons l'entreprise CPA, son historique, ses activités, et sa position sur le marché bancaire.

Section 02 : Étude sur l'octroi d'un crédit d'investissement Cette section examinera en détail une étude de cas concernant l'octroi d'un crédit d'investissement par CPA. Nous décrirons le contexte de cet octroi, le processus de décision de la banque, et nous évaluerons les risques impliqués ainsi que les garanties exigées.

Section 03 : Analyse financière des résultats Nous analyserons ici les résultats financiers de l'entreprise après l'octroi du crédit, en comparant ces résultats avec les attentes initiales.

Conclusion générale Enfin, cette conclusion générale synthétisera les principaux résultats de l'étude, répondra à la problématique, mettra en évidence les contributions de cette recherche, discutera des limites de l'étude et offrira des perspectives futures pour la recherche dans ce domaine

Chapitre 1 : généralités sur les crédits bancaires

Chapitre 1 : Généralités sur les crédits bancaires.

Pendant de nombreuses années, le risque de crédit a été une cause majeure de la volatilité des résultats des entreprises et des institutions financières. Tout établissement de crédit est exposé à une variété de risques qui peuvent conduire à sa défaillance et sa faillite. Le risque de crédit est crucial pour les banques, les émetteurs d'obligations et les investisseurs, et dépend à la fois des cycles économiques, de la conjoncture du secteur d'activité, du risque pays et des événements propres à l'entreprise. Pendant les périodes d'expansion économique, le risque de crédit diminue car les gains importants réalisés par les entreprises réduisent la probabilité de défaut, tandis qu'il augmente pendant les périodes de récession car les gains diminuent. Dans cette première section, nous présenterons les concepts de base du crédit bancaire.

Section 1 : les notions de base de la banque

La banque est une entité qui reçoit des fonds du public, que ce soit sous forme de dépôts ou d'autres moyens, dans le but de mener des activités d'escompte, de crédit et financières pour son propre compte.

1. Les concepts de base de la banque :

1.1 Définition de la banque:

1-1-1 définition économique : "Les banques sont des intermédiaires financiers qui mobilisent l'épargne des ménages et des entreprises pour la prêter à d'autres ménages et entreprises qui souhaitent investir. Les banques proposent également des services de paiement et de gestion des dépôts, ainsi que des produits d'assurance et de gestion de patrimoine. En échange de ces services, les banques prélèvent des frais et des intérêts sur les prêts qu'elles accordent"¹

Cette définition souligne l'importance des banques dans le financement de l'économie et dans la gestion de l'épargne des ménages et des entreprises. Les services bancaires sont essentiels pour assurer le bon fonctionnement des transactions économiques et pour stimuler la croissance et le développement.

1-1-2 Définition juridique : "la banque est une institution réglementée qui effectue des opérations de dépôt et de crédit dans le cadre des lois et règlements en vigueur"²

En tant qu'institution réglementée, une banque est soumise à la supervision et à la réglementation des autorités compétentes, telles que les banques centrales et les organismes de réglementation financière. Ces régulateurs ont pour objectif de protéger les intérêts des déposants, de garantir la stabilité du système financier et de prévenir les pratiques abusives.

Les opérations de dépôt des banques consistent à recevoir des fonds de particuliers et d'entreprises et à les conserver en toute sécurité. Les comptes courants et les comptes d'épargne sont les principaux types de comptes de dépôt offerts par les banques. Les clients peuvent effectuer des transactions telles que des dépôts, des retraits et des virements sur ces comptes, ce qui leur permet de gérer leurs fonds au quotidien.

Les opérations de crédit des banques impliquent l'octroi de prêts aux particuliers et aux entreprises. Les prêts permettent aux emprunteurs de financer des besoins tels que l'achat d'une maison, l'acquisition d'une voiture, le développement d'activités commerciales, etc. Les banques évaluent la solvabilité des emprunteurs potentiels avant d'accorder un prêt, en tenant

¹ Brealey, R. A. et Myers, S. C. (2015). Principes de finance d'entreprise, Paris : Dunod. Page 217

² Gaberan, G., & Chantebout, A. (2019). Droit bancaire. Dalloz. Page 3

compte de facteurs tels que la capacité de remboursement, la cote de crédit et les garanties éventuelles.

2 Les ressources de la banque

Comme toute entreprise, les banques disposent de ressources propres apportées par leurs actionnaires sous forme de fonds propres. Elles ont également recours à l'emprunt sur les marchés financiers en émettant des titres obligataires, ainsi qu'auprès d'autres banques commerciales via le marché interbancaire dédié aux établissements financiers.

Les banques peuvent également obtenir des capitaux en s'adressant à la banque centrale, qui prête en prenant des actifs bancaires en garantie. Par ailleurs, une partie des ressources des banques provient des épargnants et des déposants qui confient leur épargne à leur établissement bancaire, que ce soit sous forme de livrets, de comptes à terme ou de dépôts à vue.

3 Les fonctions de la banque

Les banques remplissent diverses fonctions réglementées par les banques centrales pour assurer le traitement autorisé des opérations financières. Elles ont la capacité et la vigilance nécessaires pour réduire les risques du système bancaire et financier. Les principales fonctions de la banque incluent :

La gestion des moyens de paiement, qui est exclusive aux banques à ce jour. L'assurance de la sécurité des transactions financières malgré la dématérialisation des titres, en garantissant que le vendeur est payé pour le titre vendu, que l'acheteur est débité pour l'achat et que les titres sont en sécurité.

L'octroi de crédits, activité encadrée et contrôlée exercée par quelques établissements habilités conformément à la réglementation prudentielle, avec possibilité de recourir au refinancement auprès de la banque centrale.

Le drainer de l'épargne, en consentant des crédits avec une partie de l'épargne et en plaçant l'autre partie dans des produits financiers, une fonction de plus en plus présente dans le secteur bancaire en raison de la distribution de produits financiers variés et des groupes intégrant toutes les fonctions.

L'intermédiation sur les marchés financiers pour gérer l'épargne de leurs clients. Le conseil, qui se distingue entre le conseil aux particuliers, rarement payant, et le conseil aux entreprises, activité importante et lucrative pour les banques.

4 le rôle de la banque :

L'intermédiation financière est le "processus par lequel les institutions financières collectent des fonds auprès d'épargnants et les utilisent pour financer les dépenses d'investissement de sociétés et d'autres emprunteurs"³

L'intermédiation financière joue un rôle crucial dans l'économie en facilitant le flux des ressources financières entre les agents économiques ayant un excédent de fonds (épargnants) et ceux ayant besoin de financement (emprunteurs).

Les institutions financières, notamment les banques, jouent un rôle central en tant qu'intermédiaires entre ces deux groupes.

4-1 La désintermédiation financière :

Est une méthode qui s'inscrit dans le cadre de la finance directe ou de l'économie de marché des capitaux. Elle consiste à ce que les agents ayant besoin de financement émettent des titres sur le marché des capitaux, afin que les agents ayant une capacité de financement les achètent directement, sans passer par un intermédiaire tel qu'une banque. En d'autres termes, le prêteur et l'emprunteur se mettent en relation directe.

4-2 L'intermédiation financière :

L'intermédiation financière est un procédé qui s'inscrit dans le cadre de la finance indirecte ou de l'économie de l'endettement. Elle consiste à faire intervenir un intermédiaire financier qui agit en tant qu'intermédiaire entre les agents économiques à capacité de financement et ceux qui ont besoin de financement. L'intermédiaire collecte les fonds sous forme de dépôts et les prête aux emprunteurs.⁴

5 Typologie des banques en Algérie :

On recense plusieurs formes d'organisation des banques : les banques publiques, les banques coopératives, les banques commerciales et les banques centrales ...

5-1 La banque publique

Les banques publiques en Algérie sont des institutions financières contrôlées par l'Etat. Elles ont souvent pour mission de financer des projets d'intérêt public ou de promouvoir le développement économique et social du pays. Elles peuvent être spécialisées dans certains domaines, tels que l'agriculture, l'habitat ou l'industrie. La Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) et la Banque Nationale d'Algérie (BNA) sont des exemples de banques publiques en Algérie.

³ Mishkin, F. S., & Eakins, S. G. (2015). Financial Markets and Institutions. Pearson. Page 64

⁴ Extrait de mémoire intitulé la gestion des crédits bancaires et son impact sur la rentabilité bancaire page 10

5-2 La banque commerciale

Les banques commerciales en Algérie sont des institutions financières qui offrent une large gamme de services bancaires aux particuliers et aux entreprises, tels que des comptes courants, des prêts, des cartes de crédit et des services de change. Elles cherchent à réaliser des bénéfices en prêtant de l'argent à des taux d'intérêt plus élevés qu'ils ne le paient pour les dépôts des clients. En Algérie, la Société Générale Algérie et la Banque de l'Industrie et des Mines (BIM) sont des exemples de banques commerciales.

5-3 La banque coopérative

Les banques coopératives sont des institutions financières détenues et gérées par leurs membres, qui sont souvent des agriculteurs ou des petites entreprises. Elles sont souvent créées pour répondre aux besoins financiers des membres de la coopérative et pour promouvoir le développement économique local. En Algérie, la Banque Coopérative de Développement Agricole (BCDA) est un exemple de banque coopérative

5-4 La banque centrale

La banque centrale en Algérie est la Banque d'Algérie. Elle est chargée de réguler l'offre de monnaie et de veiller à la stabilité financière du pays. Elle joue un rôle important dans la fixation des taux d'intérêt et dans la supervision des autres banques en Algérie. Les banques centrales n'ont pas de rôle strictement identique ou la même organisation dans tous les pays ; elles peuvent notamment partager leurs pouvoirs avec d'autres institutions. Exemple : la banque centrale d'Algérie.

Section 2 : notion sur le crédit

Le crédit est la mise à disposition par une personne ou une organisation (le créancier) d'une ressource (une somme d'argent ou un bien) à une autre (le débiteur) contre l'engagement d'être payé ou remboursé dans le futur, à une date déterminée. Il comporte différentes approches en matière de définitions.

1. Les concepts de base du crédit bancaire :

1.1 Définition du crédit bancaire :

1-1-1 Définition économique :

Sur le plan économique en Algérie, le crédit bancaire représente l'octroi de ressources financières par une institution bancaire à un emprunteur, moyennant le remboursement du montant principal accompagné d'intérêts, conformément aux conditions et modalités convenues. Cela permet aux emprunteurs algériens, qu'ils soient des particuliers, des entreprises ou des entités gouvernementales, d'obtenir des fonds pour financer divers besoins, tels que des investissements, des projets ou des dépenses courantes. Les banques en Algérie jouent un rôle crucial en facilitant l'accès au crédit et en stimulant l'activité économique du pays.⁵

1-1-2 Définition juridique :

D'un point de vue juridique en Algérie, le crédit bancaire est encadré par la réglementation établie par la Banque d'Algérie, qui est l'autorité monétaire et bancaire du pays. Les relations contractuelles entre les banques et les emprunteurs sont régies par les dispositions de la législation algérienne, notamment le Code de la monnaie et du crédit. Ce cadre juridique définit les droits et les obligations des parties impliquées dans le crédit bancaire, y compris les conditions de prêt, les taux d'intérêt, les garanties, les délais de remboursement et les conséquences en cas de non-respect des engagements contractuels.⁶

1.2 Rôle du crédit bancaire :

Le crédit est un élément clé de l'économie et contribue significativement au développement des entreprises. Il permet de faire face aux décalages entre les recettes et les dépenses, quelle que soit leur origine. Dans les économies modernes, le crédit joue un rôle important car il :

- Favorise l'amélioration de la qualité de production

⁵ Belmokhtar, R. (2018). Le système bancaire algérien et son impact sur le financement de l'économie. Revue des Sciences Economiques et de Gestion, n°30, pages 39-55.

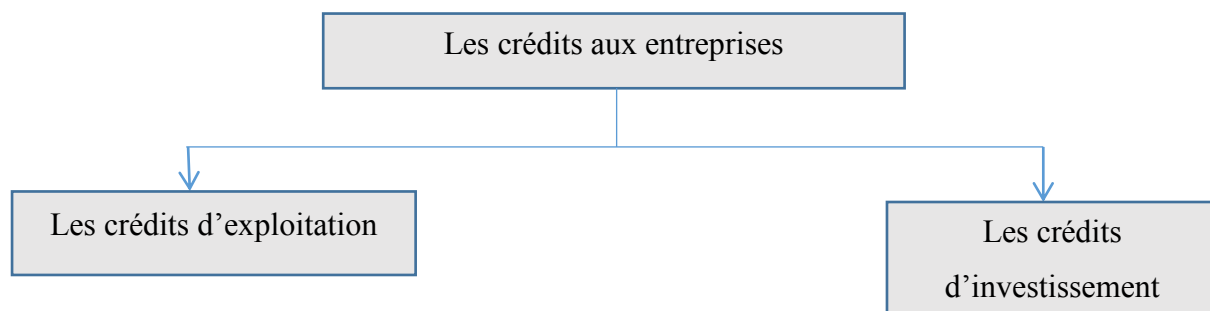
⁶ Belmokhtar, R. (2018). Le système bancaire algérien et son impact sur le financement de l'économie. Revue des Sciences Economiques et de Gestion, n°30, pages 39-55.

- Met à disposition un pouvoir d'achat immédiat, facilitant ainsi les échanges entre les entreprises et les particuliers
- Assure la continuité dans les processus de production et de commercialisation
- Est un moyen de création monétaire.

2 Les différents types du crédit bancaire :

Vu la diversité des besoins des agents économiques, nous pouvons distinguer plusieurs types du crédit, à savoir :

Figure N°1 : Typologies des crédits bancaires accordés aux entreprises



Source : Établirai par nous même

2-1 Le crédit d'exploitation :

Le crédit d'exploitation désigne une forme de financement à court terme accordée aux entreprises pour couvrir leurs besoins de trésorerie liés à leurs activités opérationnelles. Il vise à soutenir les dépenses courantes telles que les achats de matières premières, les frais de personnel, les frais généraux et autres charges nécessaires au fonctionnement quotidien de l'entreprise. Ce type de crédit est conçu pour répondre aux fluctuations de trésorerie liées au cycle d'exploitation de l'entreprise, en assurant la continuité de ses activités.⁷ Les crédits d'exploitation sont divisés en deux catégories :

2-1-1 Les crédits par caisse :

Les crédits par caisse représentent des instruments de financement à court terme utilisés par les entreprises pour répondre à leurs besoins de trésorerie à court terme en obtenant des fonds de la part d'établissements bancaires. Ils sont principalement utilisés pour équilibrer les flux de trésorerie liés aux opérations courantes sur une période de temps limitée, en mobilisant des actifs circulants tels que les stocks et les créances. On distingue notamment

⁷. Vernimmen, P., Quiry, P., Dallochio, M., Le Fur, Y., & Salvi, A. (2019). Finance d'entreprise. Dalloz, page 845.

A. Les crédits par caisse globaux :

Les crédits par caisse globaux, également connus sous le nom de crédits revolving, désignent des formes de financement où l'emprunteur dispose d'une ligne de crédit renouvelable qu'il peut utiliser à sa discrétion. Ces crédits sont souvent employés pour couvrir des dépenses imprévues ou récurrentes, telles que des réparations de véhicule ou des frais médicaux, et sont généralement assortis d'un taux d'intérêt variable.

Selon Hildebrand, les crédits par caisse globaux sont des facilités de crédit renouvelables qui offrent à l'emprunteur la possibilité d'accéder à un montant d'argent utilisable à sa discrétion. L'auteur précise que ces crédits comportent des limites de crédit préétablies, mais que les emprunteurs peuvent généralement emprunter et rembourser les fonds en fonction de leurs besoins. Les crédits par caisse globaux sont souvent assortis de taux d'intérêt variables et peuvent engendrer des frais de service annuels. L'auteur explique également les différences entre les crédits par caisse globaux et les prêts à tempérament classiques, qui sont remboursés selon un échéancier de paiement fixe.

Plusieurs types de crédits à échéances différentes existent, tels que :⁸

- **Les prêts hypothécaires** : ces prêts à long terme sont destinés à l'acquisition de biens immobiliers. Les échéanciers de remboursement varient, mais la plupart sont remboursés sur une période de 15 à 30 ans, avec des paiements mensuels.
- **Les prêts automobiles** : ces prêts à moyen terme sont utilisés pour l'achat de véhicules. Les échéanciers de remboursement varient, mais la plupart sont remboursés sur une période de 3 à 7 ans, avec des paiements mensuels.
- **Les prêts personnels** : ces prêts à court ou moyen terme sont destinés à diverses dépenses, telles que les frais médicaux, les réparations domiciliaires, les frais de mariage, etc. Les échéanciers de remboursement des prêts personnels varient en fonction de leur durée, mais sont généralement remboursés sur une période de 1 à 5 ans, avec des paiements mensuels.
- **Les cartes de crédit** : ces formes de crédit renouvelables à court terme permettent aux titulaires de carte d'utiliser une limite de crédit à leur discrétion, tout en exigeant des paiements mensuels minimums, qui varient en fonction du solde impayé. Les cartes de crédit peuvent comporter des taux d'intérêt élevés et des frais annuels.

⁸ Benhalima A. : « Pratique des technique bancaire » ; Edition Dahlab ; Alger ; 1997 ; P.60

B. Les crédits de campagne ou crédit saisonnier :

Dans certaines situations, une entreprise peut faire face à un décalage significatif entre ses dépenses et ses entrées de trésorerie en raison d'une activité saisonnière. Par exemple, une entreprise peut produire tout au long de l'année mais réaliser ses ventes sur une période très courte, ou bien ne produire que pendant une période spécifique mais vendre tout au long de l'année. Dans de tels cas, l'entreprise ne peut pas combler ce décalage avec ses propres ressources et doit recourir à un crédit de campagne.

Le crédit de campagne est un type de financement bancaire destiné à couvrir les besoins de trésorerie liés à une activité saisonnière. Le montant du crédit accordé par la banque est basé sur les besoins les plus élevés de l'entreprise, et le remboursement s'effectue au fur et à mesure des ventes. À cette fin, la banque demande un plan de financement justifiant les besoins et déterminant le délai de remboursement, en présentant mois par mois les prévisions de besoins et de ressources.⁹

La durée d'un crédit de campagne est généralement de trois, six ou neuf mois, selon les besoins spécifiques de l'entreprise. En plus du crédit de campagne, il existe d'autres types de crédits, tels que le crédit relais, qui permet à l'entreprise d'anticiper des rentrées de fonds pour une opération ponctuelle hors exploitation, ainsi que les crédits par caisse spécifique, qui contribuent généralement au financement de l'actif circulant. Ces crédits sont assortis de garanties réelles liées directement à l'opération de crédit, et peuvent prendre les formes suivantes :

C. L'escompte commercial :

L'escompte commercial est une opération bancaire qui permet à un banquier d'avancer les fonds correspondant à un effet de commerce qui n'a pas encore échu, en échange du transfert de la priorité de la créance et de ses accessoires. Bien que cette opération soit généralement utilisée pour les effets de commerce, elle peut également s'appliquer aux chèques dont le paiement peut prendre du temps. Son objectif est de permettre au fournisseur de mobiliser rapidement sa créance, sans attendre la date de paiement initialement prévue avec son client. L'escompte commercial implique trois parties distinctes :¹⁰

1. Le cédant, qui est l'entreprise bénéficiaire de l'effet.
2. Le cédé, qui est le débiteur de l'effet.
3. Le cessionnaire, qui est le banquier.

⁹ Benhalima A. : « Pratique et technique bancaire » ; Edition Dahlab ; Alger ; 1997 ; P.63

¹⁰ Luc B-R. : « Pratique de technique bancaire » ; 25^{ème} édition ; Dunod ; Paris ; 2008 ; P.292

Dans le cadre de cette opération, le cédant remet l'effet à sa banque, en l'endossant ou en désignant le banquier comme bénéficiaire. Cette opération présente certaines caractéristiques spécifiques, telles que la compétence des tribunaux de commerce en cas de non-paiement de l'effet à l'échéance, le transfert juridique de la provision à l'endossataire, la solidarité de la créance et la nécessité d'un protêt en cas de défaut de paiement afin d'engager une procédure juridique. En cas de non-paiement des effets, une contre-passation a lieu et la créance prend un caractère combiné.

D. L'affacturage ou le factoring :

L'affacturage, également connu sous le nom de factoring, est un contrat par lequel une société spécialisée appelée "factor" acquiert les créances d'un fournisseur envers ses clients.¹¹ Cette opération permet au fournisseur de transférer ses droits de paiement à l'établissement factor, qui s'engage à régler le montant intégral de la facture à une date prédéterminée, assumant ainsi les risques de non-paiement moyennant une rémunération. En d'autres termes, le factoring est une approche qui combine le recouvrement des créances, la gestion des risques et le financement.

E. L'avance sur marchandise :

L'avance sur marchandise est une forme de financement accordée aux entreprises, où elles peuvent obtenir des fonds en avance sur le montant des marchandises qu'elles détiennent en garantie. Cette avance permet aux entreprises de disposer rapidement des liquidités nécessaires pour honorer leurs engagements envers les fournisseurs, tout en leur donnant le temps de commercialiser les marchandises. Le bénéficiaire de l'avance doit être en possession des marchandises, qui sont soit entreposées dans un entrepôt appartenant à la banque ou loué par celle-ci, soit confiées à un tiers-consignataire. Avant d'accorder l'avance, la banque évalue la qualité, la nature et la valeur des marchandises à financer, ainsi que la situation économique de l'entreprise. Le montant de l'avance est déterminé en fonction de ces critères, mais il est toujours inférieur à la valeur des marchandises données en garantie.

F. L'escompte de warrant :

L'escompte de warrant est une technique financière permettant aux entreprises de bénéficier d'une avance de fonds en utilisant des marchandises qu'elles ne prévoient pas d'utiliser immédiatement comme garantie¹². Ce mode de financement repose sur l'émission d'un effet de commerce appelé warrant, qui est signé par le déposant et conservé dans les

¹¹ Benhalima A. : « Pratique des technique bancaire » ; Edition Dahlab ; Alger ; 1997 ; P.107.

¹² Bouyacoub F. : « L'entreprise et le financement bancaire » ; Edition Casbah ; Alger ; 2000 ; P.237.

magasins généraux. La banque évalue la valeur des marchandises avant de fixer le montant de l'avance. Ensuite, un taux d'escompte est appliqué à la valeur des warrants, et le bénéficiaire rembourse le montant de l'avance à l'échéance convenue.

G. Avance sur marché public :

L'avance sur marché public se réfère à un financement accordé aux entreprises engagées dans la fourniture de biens ou l'exécution de travaux dans le cadre de contrats conclus avec des administrations publiques, appelés marchés publics.¹³ Ces marchés peuvent être conclus selon trois modalités : l'adjudication générale, l'adjudication restreinte et le marché de gré à gré. Cependant, le paiement de ces marchés est souvent retardé, ce qui crée des problèmes de trésorerie pour les entreprises. C'est pourquoi elles peuvent se tourner vers les banques pour obtenir un financement en utilisant leur marché comme garantie en faveur de la banque. Cette technique, également connue sous le nom de délégation de marché, permet au créancier gagiste (la banque) de percevoir exclusivement les sommes correspondantes aux créances détenues par le client sur l'administration. Les avances proposées incluent le crédit de financement, accordé avant l'apparition des droits de paiement, les avances sur créances non constatées, qui consistent à mobiliser les créances relatives à des travaux effectués mais non encore constatés, et les avances sur créances constatées, qui mobilisent les créances relatives à des travaux effectués et dûment constatés par l'administration. Le montant des avances est limité à 50% ou 80% du montant de la facture présentée, en fonction des circonstances.

H. L'avance sur titres :

En matière de financement, les entreprises peuvent avoir recours à plusieurs techniques, notamment l'avance sur titres et l'avance sur factures. L'avance sur titres permet aux clients qui possèdent un portefeuille de titres (Bons De Caisse « BDC », Dépôt A Terme « DAT » et obligations) de bénéficier d'avances en proposant ces titres comme garantie.¹⁴ Les avances sont consenties sur les DAT et les BDC en contrepartie du nantissement de ces derniers et du blocage des contrats de DAT. Cette technique permet au client d'obtenir une somme correspondant à 80% de la valeur des titres nantis, et il paie des intérêts uniquement sur les sommes utilisées, et non pas sur la totalité du montant avancé. En revanche, la durée du prêt ne doit pas dépasser l'échéance du titre.

Quant à l'avance sur factures, elle consiste en un crédit accordé par la banque contre remise de factures visées par des administrations ou des entreprises publiques. Le banquier

¹³ Idem ; P.240 et 241

¹⁴ L'article 976 du code civil

exige généralement du demandeur de l'avance sur facture le bon de commande, le bon de livraison, la facture certifiée par le maître de l'œuvre et l'engagement du débiteur à virer irrévocablement les sommes dues, au profit du compte du client domicilié à l'agence. Le montant du crédit accordé est limité à 70% du montant des factures. Cette technique permet aux entreprises de bénéficier d'un financement rapide pour faire face à leurs besoins de trésorerie.

I. L'avance sur factures :

Il s'agit d'un crédit accordé par une banque en échange de la remise de factures visées par des administrations ou des entreprises publiques.¹⁵

Le banquier demande généralement au demandeur de fournir le bon de commande, le bon de livraison, la facture certifiée par le maître de l'œuvre, ainsi que l'engagement du débiteur à verser irrévocablement les sommes dues sur le compte du client domicilié à l'agence. Le montant du crédit accordé est limité à 70% du montant des factures. Cette technique permet aux entreprises de bénéficier d'un financement rapide pour répondre à leurs besoins de trésorerie.

2-1-2 Les crédits par signature :

Les crédits par signature sont des engagements pris par les banquiers pour honorer les obligations contractées par leurs clients envers des tiers en cas de défaillance de ces derniers. Ils se présentent sous différentes formes, notamment l'aval, l'acceptation, le cautionnement et le crédit documentaire.

1) L'aval :

L'aval est une forme de cautionnement solidaire par laquelle l'avaliste s'engage à payer pour le compte d'un tiers si ce dernier ne respecte pas ses obligations contractuelles. L'aval est donné par une signature manuscrite sur des documents tels que des lettres de change, des billets à ordre ou des chèques.¹⁶ Lorsqu'il est accordé par la banque, il constitue un crédit par signature. Selon la loi, l'avaliste s'engage solidairement et conjointement à payer le montant de l'effet à l'échéance si le débiteur avalisé ne le fait pas. L'aval peut être apposé sur l'effet lui-même ou sur une allonge, ou encore être donné par un acte séparé. Si l'aval est donné par acte séparé pour une personne spécifique, l'avaliste n'est tenu qu'envers l'avalisé et n'a pas d'obligation envers les porteurs successifs.

¹⁵ Benhalima A. : « Pratique des techniques bancaire » ; Edition Dahlab ; Alger ; 1997 ; P.165

¹⁶ Beranlard J-P. : « Droit du crédit » ; 4^{ème} édition ; Aengde ; Paris ; 1997 ; P.189

2) L'acceptation :

Le crédit par acceptation est un engagement du tiré à payer à l'échéance la lettre de change à la personne porteuse légitime.¹⁷ Il est principalement utilisé dans le commerce international pour permettre aux banques de substituer leur signature à celle de leur client. En effet, les vendeurs ou leurs banques ne peuvent pas toujours évaluer la fiabilité de la signature de chaque acheteur étranger, et ils exigent donc la signature de la banque du client pour se garantir. Le crédit par acceptation accordé par la banque prend généralement la forme d'une ouverture de crédit documentaire, où les documents sont échangés contre l'acceptation plutôt que contre le paiement.

3) Le cautionnement :

Le cautionnement est un contrat par lequel une personne s'engage à garantir l'exécution d'une obligation en s'engageant à la satisfaire si le débiteur ne le fait pas lui-même. La banque peut fournir une caution pour le compte de son client, s'engageant ainsi à régler l'obligation en cas de défaillance de ce dernier envers un tiers. Le cautionnement peut revêtir différentes formes, telles que le différé des paiements, l'évitement des paiements ou l'accélération des rentrées de trésorerie. On distingue le cautionnement simple, qui permet à la caution de demander le bénéfice de discussion avant que le créancier puisse exécuter ses biens, et le cautionnement solidaire, dans lequel la caution ne peut pas opposer au créancier le bénéfice de discussion, le créancier pouvant poursuivre indifféremment le débiteur principal ou la caution.

2-1-3 Le crédit documentaire :

Le crédit documentaire est un engagement pris par la banque pour le compte de son client importateur, garantissant à l'exportateur le paiement des marchandises contre la remise des documents attestant la qualité et la conformité des marchandises.¹⁸ Il peut être révocable ou irrévocable, notifié ou confirmé. Les avantages pour la banque résident dans les commissions perçues et la possibilité de se substituer dans les droits du créancier, tandis que les inconvénients résident dans les risques difficiles à maîtriser et le suivi administratif lourd. Pour le client, l'engagement de la banque améliore son image de marque et facilite la gestion de sa trésorerie, mais les frais financiers et les garanties exigées sont des inconvénients associés à cet engagement.

¹⁷ L'article 644 de code civil

¹⁸ Thierry D. : « Droit Bancaire » ; Edition Dalloz ; Paris ; 2007 ; P.50

2-2 Crédit d'investissements :

Un crédit d'investissement est un crédit appelé à financer la partie haute du bilan ou l'actif immobilisé. Le remboursement de ce crédit ne peut être assuré que par les bénéfices. Toutefois, quel que soit l'objet de l'investissement (renouvellement, extension, création) le financement par concours bancaires peut se faire selon la durée, sous deux formes, les crédits à moyen terme (C.M.T) et crédits à long terme (C.L.T). De plus, il existe une autre forme de crédits permettant à l'entreprise de louer des investissements, ou même de les acquérir par la suite, c'est le crédit-bail ou le « leasing », que nous développerons par la suite.

2-2-1 Le crédit à moyen terme :

Le crédit moyen terme est un financement à durée déterminée, généralement entre 2 et 7 ans, qui permet de réaliser des investissements supérieurs à ceux que l'on pourrait financer avec des prêts à court terme. Ce type de crédit est généralement utilisé pour l'achat d'équipements ou de biens immobiliers pour les entreprises, mais peut également être utilisé pour financer des projets personnels. Les taux d'intérêt peuvent varier en fonction du risque perçu par le prêteur et de la durée de remboursement du prêt.¹⁹

2-2-2 Le crédit à court terme :

Le crédit court terme est un financement à court terme qui permet à une entreprise de disposer de liquidités pour couvrir ses besoins à court terme. Ce type de financement est généralement utilisé pour couvrir des dépenses temporaires, telles que les salaires, les fournitures et les dépenses d'exploitation courantes. Les taux d'intérêt pour les crédits à court terme peuvent être plus élevés que pour les crédits à plus long terme, car ils présentent un risque plus élevé pour le prêteur en raison de leur durée plus courte.

2-2-3 Les crédits à long terme :

Le crédit à long terme est un financement dont la durée est supérieure à sept ans et qui est généralement utilisé pour financer des investissements lourds, tels que des équipements, des bâtiments ou des véhicules, ou pour des projets de développement. Le taux d'intérêt pour ce type de crédit est souvent inférieur à celui du crédit à court terme, car il est considéré comme moins risqué pour le prêteur en raison de sa durée plus longue"

Vu l'importance des montants de ces crédits, ainsi que leur durée nécessitant pour la banque la détention des ressources à long terme, ces concours sont le plus souvent accordés par des organismes financiers spécialisés, cités ci-dessous.

¹⁹ Luc B-R. : « Principe de technique bancaire » ; 23ème édition ; Dunod ; Paris ; 2004 ; P.260

2-2-4 Le crédit-bail (leasing) :

2-2-4-1 Définition du crédit-bail

Le crédit-bail peut être défini comme une méthode de financement dans laquelle une société financière acquiert un actif, qu'il soit meuble ou immeuble, dans le but de le louer à une entreprise. Cette entreprise bénéficie de la possibilité de racheter l'actif à la fin du contrat moyennant une valeur résiduelle, habituellement faible.²⁰

Le crédit-bail est un contrat par lequel une entreprise de crédit-bail (le bailleur) achète un bien d'équipement pour le louer à une autre entreprise (le preneur à bail) pour une durée déterminée, moyennant des loyers périodiques. À la fin de cette période, le preneur à bail a le choix entre acheter le bien à un prix résiduel fixé dès le départ ou le restituer au bailleur.

Le crédit-bail est couramment utilisé pour financer des biens d'équipement à longue durée de vie, tels que des machines-outils, des équipements médicaux et des véhicules. Cette forme de financement présente des avantages fiscaux et comptables pour les entreprises, car les paiements de loyer sont déductibles des impôts et le bien n'apparaît pas dans le bilan de l'entreprise.

2-2-4-2 Caractéristiques du crédit-bail

- Ce n'est pas une vente à tempérament car l'utilisateur n'est pas propriétaire du bien financé.
- Ce n'est pas une simple location car le locataire dispose d'une faculté de rachat.
- Ce n'est pas une location-vente car le locataire n'est pas obligé d'acquérir le bien après un certain délai.

2-2-4-3 Mécanisme

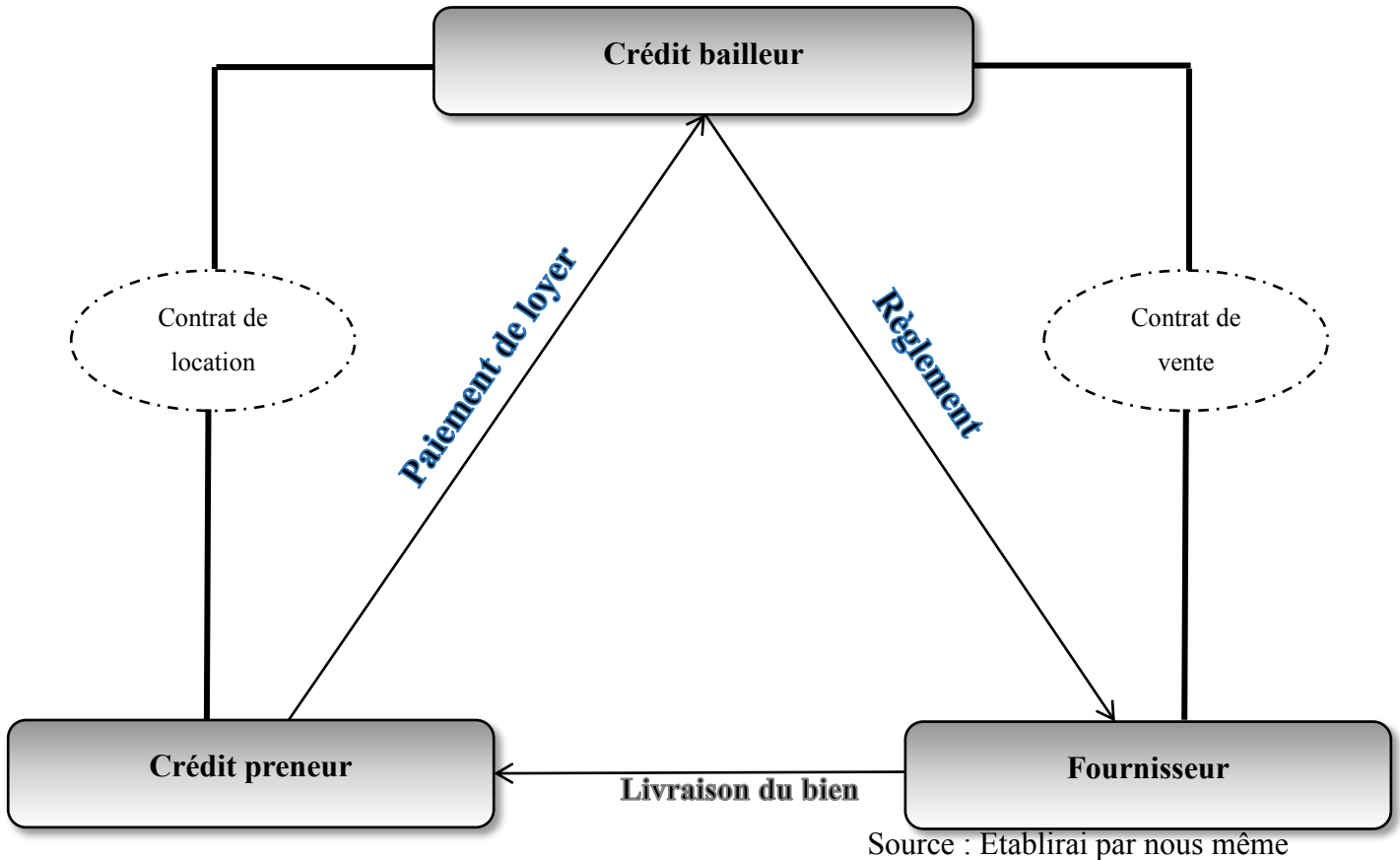
Le mécanisme du crédit-bail implique trois intervenants principaux. Tout d'abord, le fournisseur, qui peut être un vendeur ou un fabricant. Ensuite, l'opérateur locataire, qui sélectionne le bien et négocie les termes du contrat avec le fournisseur, puis sollicite une banque ou une société de crédit-bail pour financer l'opération. Enfin, le bailleur de fonds, qui peut être une banque ou une société de crédit-bail, signe le contrat d'acquisition tel qu'arrêté par l'opérateur et conclut avec ce dernier un contrat de location pour le bien choisi et financé.

Le contrat de location fixe les modalités du loyer, sa périodicité de paiement (trimestrielle ou annuelle) ainsi que sa durée, souvent appelée période dite irrévocable. Cette période correspond généralement à la durée économique du bien en question, pendant laquelle les deux parties contractantes, en particulier le locataire, ne peuvent résilier le contrat.

²⁰ 36Luc B-R. : « Principe de technique bancaire » ; 25ème édition ; Dunod ; Paris ; 2008 ; P.344.

À la fin de la période d'irrévocabilité, le locataire dispose de deux options : il peut renouveler le contrat de location à un prix réduit à déterminer, ou mettre fin au contrat et renoncer au bien.

Figure N°2 : Représentation graphique du mécanisme de crédit-bail



2-2-4-4 Les variantes de crédit-bail

Le crédit-bail comporte différentes variantes liées aux biens mobiliers et immobiliers, parmi lesquelles les plus couramment rencontrées sont les suivantes :

❖ Formes principales de crédit-bail

On distingue deux principales catégories de crédit-bail : le crédit-bail mobilier et le crédit-bail immobilier. Le crédit-bail mobilier concerne les biens d'équipement, tandis que le crédit-bail immobilier porte sur les biens immobiliers.

❖ Le crédit-bail mobilier

Le crédit-bail mobilier est une technique de financement à moyen et long terme dans laquelle une entreprise de crédit-bail achète, à la demande d'une entreprise utilisatrice, un bien d'équipement qu'elle lui loue pour une durée déterminée en échange du paiement d'un loyer.

❖ Le crédit-bail immobilier

Le crédit-bail immobilier, tel que défini dans le même ouvrage, est un contrat de location assorti d'une promesse de vente portant sur un immeuble construit ou à construire, financé par une entreprise de crédit-bail pour le compte d'un utilisateur, moyennant le paiement d'un loyer. Le crédit-bail immobilier constitue un mode de financement des investissements immobiliers pour les entreprises, qu'elles soient propriétaires ou locataires de leurs locaux professionnels.

2-2-4-5 Opérations particulières de crédit-bail

✓ Le lease-back

Le lease-back est une méthode de financement dans laquelle l'emprunteur cède la propriété d'un actif à un prêteur et le rachète progressivement en louant cet actif avec une option d'achat. Cette technique permet aux entreprises de mobiliser des capitaux en cédant leurs immobilisations. Cependant, il convient de noter que le lease-back n'est pas applicable aux fonds de commerce ou aux établissements artisanaux.

✓ Le crédit-bail adossé

Le crédit-bail adossé, également appelé crédit fournisseur, est une opération par laquelle une entreprise vend le matériel qu'elle produit à une société de crédit-bail qui le met à disposition de l'entreprise dans le cadre d'un contrat de crédit-bail. L'entreprise productrice, devenue locataire de ses propres productions, sous-loue ensuite le matériel à ses clients utilisateurs dans des conditions souvent similaires à celles du contrat de crédit-bail dont elle bénéficie.

2-2-4-6 Les avantages du crédit-bail

Le crédit-bail présente plusieurs avantages :

- Financement à long terme : Le crédit-bail permet aux entreprises de financer l'acquisition d'actifs à long terme sans mobiliser d'importants montants de capitaux.
- Préservation de la trésorerie : Les paiements de loyers périodiques sont généralement inférieurs aux remboursements d'un prêt, ce qui permet aux entreprises de préserver leur trésorerie.

- Simplification de la gestion : Le bailleur est responsable de la gestion de l'actif, ce qui permet aux entreprises de se concentrer sur leurs activités principales plutôt que sur la gestion de l'actif.
- Avantages fiscaux : Les paiements de loyers sont généralement déductibles des impôts, ce qui peut réduire la charge fiscale des entreprises.
- Flexibilité : Le crédit-bail offre une certaine flexibilité, car il permet aux entreprises de mettre à jour leur équipement ou de changer d'actif à la fin du contrat de location.

2-2-4-7 Les inconvénients du crédit-bail

Le crédit-bail présente également quelques inconvénients :

- Coût total élevé : Le coût total d'un crédit-bail peut être supérieur à celui d'un achat direct ou d'un prêt bancaire.
- Dépendance vis-à-vis du bailleur : Les entreprises dépendent du bailleur pour la gestion de l'actif, ce qui peut entraîner des coûts supplémentaires ou des retards en cas de problèmes.
- Absence de propriété de l'actif : Les entreprises ne sont pas propriétaires de l'actif, ce qui peut être un inconvénient si elles ont besoin de l'actif à long terme.
- Restrictions sur l'utilisation de l'actif : Le bailleur peut imposer des restrictions sur l'utilisation de l'actif, ce qui limite la flexibilité de l'entreprise.
- Risque de non-renouvellement : Si le bailleur décide de ne pas renouveler le contrat de location à la fin de la période de location, l'entreprise peut se retrouver sans l'actif dont elle a besoin.

2-3 Financement du commerce extérieur :

Dans ce point, nous examinerons le financement de l'importation et de l'exportation.

2-3-1 Le financement de l'importation :

Nous nous concentrerons sur les deux principales techniques bancaires : le crédit documentaire et la remise documentaire.

➤ Le crédit documentaire :

Le crédit documentaire est un engagement écrit d'une banque (la banque émettrice) en faveur du vendeur (bénéficiaire) pour payer un montant spécifié dans des conditions déterminées, contre la présentation de documents conformes à ces conditions. Aussi connu sous le nom de lettre de crédit, le crédit documentaire est un instrument de paiement utilisé dans les transactions internationales pour garantir le paiement du vendeur. Il offre une

garantie de paiement à l'acheteur et peut être utilisé pour protéger les deux parties contre les risques de crédit et les risques associés aux transactions internationales.

➤ **La remise documentaire :**

La remise documentaire est une opération dans le commerce international par laquelle un vendeur confié à sa banque la remise de documents commerciaux à un acheteur contre paiement ou acceptation d'une traite, avec ou sans engagement de paiement par la banque. La remise documentaire est un moyen de paiement utilisé dans les transactions commerciales internationales, dans lequel la banque du vendeur agit en tant qu'intermédiaire entre le vendeur et l'acheteur pour assurer le paiement et la livraison des marchandises. Les documents commerciaux sont remis à la banque du vendeur, qui les transmet ensuite à la banque de l'acheteur. Une fois que les documents sont conformes aux termes de l'accord commercial, la banque de l'acheteur effectue le paiement ou accepte une traite.

2-4 Le financement de l'exportation

Le financement de l'exportation englobe le crédit fournisseur, le crédit acheteur et le factoring.²¹

2-4-1 Le crédit fournisseur

Le crédit fournisseur est un accord commercial entre le fournisseur et l'acheteur, dans lequel le fournisseur accorde un délai de paiement à son client pour l'achat de biens ou de services. Le délai de paiement peut varier en fonction de l'accord convenu entre les parties, allant de quelques jours à plusieurs mois. Le crédit fournisseur permet à l'acheteur de disposer de liquidités supplémentaires pour financer son activité sans avoir recours à un financement externe. Cependant, cela peut également avoir un impact sur la trésorerie du fournisseur, qui doit attendre le règlement de sa facture.²²

2-4-2 Le crédit acheteur

Le crédit acheteur, également appelé crédit à l'importation, est un crédit à court terme accordé par la banque du pays importateur au bénéfice de l'acheteur, afin de financer l'achat de biens importés. Le crédit acheteur permet à l'acheteur de disposer de liquidités pour financer ses achats à l'étranger sans mobiliser immédiatement sa trésorerie. Le remboursement du crédit intervient généralement à la réception des marchandises ou à une date ultérieure

²¹ Mannai S et Simon Y. : « Technique financière internationale » ; 7^{ème} édition ; Economica ; Paris ; 2001 ; P.580

²² Lautier D et Simon Y. : « Technique financière internationale » ; 8^{ème} édition ; Economica ; Paris ; 2003

convenue entre les parties. Le crédit acheteur peut être assorti de garanties telles que des cautions bancaires ou des assurance-crédit pour limiter le risque de défaillance de l'acheteur.

A. Le factoring

Le factoring, également connu sous le nom d'affacturage, est une technique de financement et de gestion des créances clients, dans laquelle une société spécialisée dans le financement du commerce achète les factures de l'entreprise à un prix réduit. La société de factoring, ou factor, assure la gestion du poste clients, y compris la relance des clients et le recouvrement des factures impayées. En échange de ces services, la société de factoring verse une avance de trésorerie à l'entreprise, lui permettant ainsi de disposer rapidement de liquidités pour financer son activité. Le factoring peut aider l'entreprise à réduire son risque de défaillance client et à améliorer sa gestion de trésorerie

Section 3 : Les risques de crédit bancaire

Le risque est indissociable de la vie bancaire. On le retrouve à tous les niveaux de l'activité bancaire, que ce soit en amont ou en aval. Le moindre des risques auxquels fait face la banque, s'il est mal appréhendé et maîtrisé, pourrait mettre en péril la pérennité de la banque.

En effet, il n'existe pas un secteur économique qui fait face autant, et ce, quotidiennement et continuellement, aux risques comme le secteur bancaire. Les risques auxquels les banques sont exposées sont des risques spécifiques à l'activité bancaire.

Donc le risque apparaît comme l'un des défis actuels des dirigeants pour le définir, le mesurer et le gérer pour améliorer la performance.

1 Définition du risque :

Le risque de crédit désigne la possibilité qu'un emprunteur ne soit pas en mesure de respecter ses obligations de remboursement envers un prêteur. Il se réfère à l'incertitude associée à la capacité et à la volonté de l'emprunteur de rembourser le capital et les intérêts convenus conformément aux termes du contrat de prêt. Le risque de crédit peut découler de divers facteurs tels que la détérioration de la situation financière de l'emprunteur, une mauvaise gestion des flux de trésorerie, des changements défavorables dans l'environnement économique ou sectoriel, ainsi que des événements imprévus tels que des catastrophes naturelles ou des crises économiques.

Le risque de crédit peut être mesuré à l'aide de diverses méthodes telles que l'évaluation de la solvabilité de l'emprunteur, l'analyse de ses états financiers, l'utilisation de modèles statistiques ou l'évaluation des notations de crédit attribuées par des agences spécialisées. Les institutions financières et les investisseurs utilisent ces mesures pour évaluer le niveau de risque associé à un prêt ou à une obligation et prennent des décisions éclairées quant à l'octroi de crédit, à la fixation des taux d'intérêt et à la gestion de leur portefeuille de prêts.²³

²³ Altman, E. I., Resti, A., & Sironi, A. (2016). *The Management of Credit Risk: From Theory to Practice*. Cambridge University Press, pages 3-5

2 Les facteurs de risques

Les facteurs de risque sont des variables imprévisibles et dont on ne peut anticiper l'existence ou l'évolution à l'avance. Ils sont considérés comme des informations disponibles et ont la capacité d'influencer la valeur d'un portefeuille à un moment donné. Ces facteurs peuvent être de nature qualitative, tels que des événements politiques ou économiques, ou de nature quantitative, comme le niveau d'un indice boursier. Ils peuvent être observables, tels que le prix du baril de pétrole, ou non observables, comme la volatilité des taux à 10 ans. De plus, ils peuvent être récurrents, comme les fluctuations des taux de change, ou ponctuels, tels que la publication de l'indice de consommation. Il est crucial que les facteurs de risque ne se répètent pas, mais qu'ils soient nombreux afin d'expliquer clairement les variations pouvant engendrer des risques.²⁴

3 Les différents risques bancaires

Lors de l'exercice de son activité, une institution bancaire est inévitablement confrontée à des risques. En général, il existe trois types de risques, décrits ci-dessous.

3-1 Le risque de crédit

Le premier risque auquel une banque est exposée est le risque de crédit. Celui-ci se réfère à la possibilité qu'un client devienne insolvable, c'est-à-dire le risque de subir des pertes en raison du non-paiement d'un emprunteur envers ses obligations.

Le risque de crédit peut être subdivisé en trois catégories distinctes.

3-1-1 Le risque de défaut

La première catégorie est le risque de défaut, également appelé risque de crédit "pur". Il se manifeste lorsqu'un emprunteur fait défaut ou retarde le paiement du capital ou des intérêts.²⁵

²⁴ Bernard. P, « Mesure et contrôle des risques de marché », éditions Economica, Paris, 1996, p.59.

²⁵ 37Roncalli. T, « La gestion des risques financiers », édition Economica, Paris, 2009, p.162.

3-1-2 Le risque de dégradation de la qualité du crédit

Le risque de crédit fait référence à la possibilité d'une détérioration de la situation financière de l'emprunteur, ce qui entraîne une augmentation de sa prime de risque et une diminution de sa valeur sur le marché, même en l'absence de défaut de paiement.

3-1-3 Le risque lié au taux de recouvrement

Le taux de recouvrement permet d'estimer le pourcentage des créances susceptibles d'être récupérées par le biais de procédures judiciaires en cas de faillite de la contrepartie. Il englobe le remboursement du capital et des intérêts, déduction faite des garanties obtenues préalablement.

A. Conséquences du risque de crédit :

Le risque de crédit, comme tous les risques financiers, a des répercussions sur la banque. Selon son ampleur, il peut affecter les résultats, la notation, la réputation et même la solvabilité de la banque

B. Dégradation des résultats de la banque

Un portefeuille de crédit présentant un niveau de risque élevé se traduit souvent par des pertes substantielles, ce qui se reflète dans les états financiers par une augmentation des créances douteuses. Par conséquent, la banque enregistre des résultats financiers médiocres, voire négatifs.

C. Dégradation de la note de la banque

La détérioration des performances financières de la banque conduit les agences de notation à réviser à la baisse sa notation. Les résultats obtenus représentent l'un des principaux critères pris en compte par ces agences pour attribuer des notations, ce qui nuit à la réputation de la banque. Les déposants peuvent alors retirer leurs fonds de la banque et les acteurs du secteur bancaire peuvent perdre confiance, entraînant une situation de manque de liquidité.

D. Dégradation de la solvabilité de la banque

L'accumulation de pertes consécutives amène la banque à utiliser ses résultats financiers. Si ces résultats ne suffisent pas à absorber ces pertes, la banque sera contrainte de

réduire ses fonds propres. À moyen ou long terme, cela peut entraîner une situation d'insolvabilité totale de la banque.²⁶

3-1-4 Risque de marché

Le risque de marché constitue l'un des risques majeurs auxquels les institutions bancaires sont exposées. Il peut être défini comme la possibilité de subir des pertes sur une position de marché en raison des fluctuations des prix des instruments détenus dans le portefeuille de négociation ou dans le cadre d'activités de marché telles que le trading ou le négoce

Le risque de marché englobe quatre types de risques : le risque de taux d'intérêt, le risque de change, le risque de position sur actions et produits de base.

3-1-5 Le risque de taux d'intérêt

Il s'agit du risque d'impact négatif sur les résultats financiers de la banque en raison des variations des taux d'intérêt. Ce risque concerne deux types d'opérations : les opérations d'intermédiation et les opérations de marché.

- Les opérations d'intermédiation présentent un risque lié aux différences de maturité et de nature des taux d'intérêt entre les actifs et les passifs. Par exemple, cela se matérialise lorsque la banque se refinancent à court terme à taux fixe.
- Les opérations de marché peuvent également comporter un risque de taux d'intérêt pris délibérément en fonction des anticipations formulées.

3-1-6 Le risque de change

Le risque de change est analogue au risque de taux d'intérêt et fait référence à la possibilité de subir des pertes en raison de fluctuations défavorables des taux de change. Il peut également s'appliquer à :

- Les opérations d'intermédiation, où la banque détient des créances et des dettes libellées dans une devise étrangère, exposant ainsi au risque de change.
- Les opérations de marché, qui peuvent intentionnellement comporter un risque de change, souvent réalisées à l'aide d'instruments dérivés tels que les contrats à terme sur devises, les options de change et les swaps de devises.

²⁶ Extrait d'un mémoire intitulé "Analyse et gestion des risques de crédit bancaire : étude de cas à l'Université Abderrahmane Mira de Béjaïa" page 33

3-1-7 Le risque de position sur action

Il s'agit du risque de subir des pertes en raison d'une évolution défavorable du cours d'une action ou d'un indice boursier. Ce risque se manifeste lorsque la banque détient un portefeuille d'actions ou d'instruments dérivés liés aux actions, tels que des options sur actions ou des options sur indices boursiers.

3-1-8 Le risque de prix de produits de base

Les marchés des produits de base ont connu une croissance significative ces dernières années, notamment à Chicago (États-Unis) et à Londres (Angleterre), où de nombreux produits tels que le pétrole, l'or, le sucre, l'argent, le blé, etc., sont négociés au comptant et à terme. Ainsi, une banque s'expose au risque de fluctuation des prix des produits de base lorsqu'elle opère sur ces marchés en tant qu'investisseur ou négociant

3-2 Les risques opérationnels

Le risque opérationnel, qui est présent depuis longtemps dans les activités bancaires et financières, est responsable de nombreuses défaillances au sein des établissements de crédit, bien qu'il ne soit pas toujours évident ou directement observable. Selon le Comité de Bâle, le risque opérationnel concerne les pertes découlant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes en raison du personnel ou des systèmes, ainsi que les pertes causées par des événements externes. Les risques opérationnels comprennent notamment :

3-2-1 Les risques humains

Cela englobe les risques liés au non-respect des exigences de compétence, de disponibilité et de déontologie des ressources humaines, ainsi que les erreurs, les fraudes, le non-respect des règles déontologiques et les difficultés de recrutement ou de conservation des ressources humaines nécessaires.

3-2-3 Les risques liés aux procédures

Les risques de procédure se rapportent à l'exécution des opérations bancaires et peuvent être divisés en deux catégories distinctes :

- Les risques d'erreurs administratives, qui surviennent lorsque des erreurs sont commises lors de l'enregistrement des opérations.
- Les risques humains, qui se manifestent lorsque les exigences attendues en termes de compétence et de disponibilité du personnel ne sont pas satisfaites.

3-2-4 Les risques juridiques

Le risque juridique implique la possibilité de devoir payer des dommages-intérêts en raison d'erreurs dans la rédaction d'un contrat.

3-2-5 Les risques fiscaux

Ce risque, tel que défini par l'OCDE, concerne le non-respect par le contribuable des obligations suivantes : l'enregistrement approprié dans le système, la soumission en temps voulu des déclarations et des informations, l'établissement de données exhaustives et précises, ainsi que le paiement ponctuel des impôts dus.

3-2-6 Les risques informatiques

Ces risques comprennent, entre autres, l'inadéquation de l'architecture informatique et les lacunes en matière de sécurité informatique, que ce soit au niveau de la sécurité physique ou de la sécurité logique.

3-2-7 Les risques matériels

Ce risque est associé à l'indisponibilité des ressources matérielles en raison d'événements accidentels, tant internes qu'externes, tels que les incendies, les inondations, les pannes informatiques, etc.

4 Le processus de gestion des risques bancaires

La gestion des risques bancaires représente une composante fondamentale du fonctionnement de chaque institution financière, visant à évaluer et à maîtriser les risques associés. Dans cette section, nous présenterons l'organisation des structures de gestion des risques au sein des banques ainsi que leurs objectifs.

4-1 Définition et objectifs de la gestion du risque bancaire

La gestion des risques bancaires englobe un ensemble d'outils, de techniques et de dispositifs organisationnels utilisés pour évaluer et contrôler les risques. Son objectif est de mesurer les risques afin de les surveiller et de les maîtriser. Les finalités de cette démarche incluent les points suivants :

- Assurer la pérennité de l'établissement en évaluant les risques qui pourraient engendrer des coûts futurs.

- Renforcer le contrôle interne en suivant les performances en fonction des risques associés, permettant ainsi une comparaison entre les différentes unités responsables, clients et produits.
- Faciliter la prise de décision en fournissant une connaissance approfondie des risques liés aux nouvelles opérations, y compris la possibilité de les facturer aux clients.
- Rééquilibrer les portefeuilles d'activités ou d'opérations en fonction des résultats et des effets de diversification, en tenant compte des risques associés. Dans cette optique, une activité peu rentable peut être justifiée si elle réduit le risque global.

4-1-2 Organisation de la gestion des risques

Certains risques, tels que les risques de contrepartie ou de marché, sont gérés à la fois au niveau global de la banque et au niveau des différentes unités responsables. Cependant, les risques liés aux taux, à la liquidité et au change doivent être remontés à la gestion de l'actif-passif (ALM) afin de ne gérer que des positions nettes consolidées. Il est essentiel que la gestion globale soit alignée avec une gestion interne des risques au niveau des unités responsables. Pour faciliter cette coordination entre la gestion globale et la gestion interne, deux mécanismes sont mis en place : la cession interne des fonds et l'allocation des fonds propres aux différentes unités responsables. Ces mécanismes assurent la connexion entre la gestion globale qui relève de la sphère financière et la gestion interne qui se situe dans la sphère commerciale.²⁷

4-1-3 Gestion globale et gestion interne des risques

La gestion des risques bancaires requiert une intégration harmonieuse entre la gestion globale et la gestion interne. Elle repose sur une approche verticale, allant du sommet vers la base, puis de la base vers le sommet :

- Du sommet vers la base, les objectifs globaux tels que la marge, les limites de risque, les limites d'encours et les réallocations de portefeuilles sont convertis en directives transmises aux responsables opérationnels. Cela permet de communiquer les orientations stratégiques et les priorités de gestion des risques.
- De la base vers le sommet, il s'agit de suivre et de contrôler les risques, en partant des opérations individuelles pour remonter jusqu'aux risques, aux marges

²⁷ <https://www.m.finance-banque.com/ALM-Assent-Liability-Management.com> consulté le 27/05/2023 à 16h30.

4-1-4 Politique de la gestion des risques

Au sein des contraintes externes, la direction générale établit un objectif concernant le niveau de risques financiers de l'établissement. Ce but peut varier en fonction de deux approches distinctes :

- ❖ Une approche systématique qui vise à couvrir tous les risques financiers, y compris ceux liés à la position concurrentielle future. Dans cette approche, la gestion du risque de contrepartie commerciale est considérée comme une source de création de valeur.
- ❖ Une approche qui implique une activité de gestion actif-passif prenant des risques dans le but de générer de la valeur par elle-même. Dans ce cas, la gestion des risques devient une entité autonome qui génère des bénéfices.

La banque peut choisir entre une couverture financière ou une couverture par le biais de l'activité commerciale. Si elle opte pour cette dernière, elle dispose de deux options :

- ❖ Commercialiser des produits d'actif ou de passif qui présentent des risques financiers minimes, tels que des engagements à très long terme ou des options non disponibles sur les marchés ou dont le coût de couverture financière n'est pas tarifiable dans des conditions concurrentielles.
- ❖ Tenter de convertir, au cours de leur cycle de vie, des actifs ou des passifs présentant des risques financiers importants en produits pour lesquels les risques financiers et optionnels sont mieux tarifés.

4-1-5 Les étapes de la gestion des risques

La gestion des risques bancaires repose sur un processus en Cinq étapes.

➤ Identification des risques

Cette étape consiste à recenser toutes les parties exposées aux risques. Elle implique l'établissement d'une cartographie des risques auxquels la banque est confrontée et la sensibilisation de tous les acteurs internes à ces risques. Cela nécessite une communication appropriée ainsi que la démonstration du lien entre de nombreuses actions courantes et le risque encouru.²⁸

²⁸ Kharoubi. C et Thomas. P, « Analyse du risque de crédit », édition Rb, Paris, 2013, p.126.

➤ **Évaluation des risques**

Cette étape vise à évaluer les risques en fonction de leur gravité, permettant ainsi de mesurer les coûts associés aux risques identifiés. La mesure des risques dépend de leur nature, qu'ils soient quantifiables ou non. Pour les risques qualifiables tels que le risque de crédit et de marché, le concept le plus couramment utilisé est celui de la Value-at-Risk.²⁹

➤ **La révision des risques**

Il est insuffisant d'établir une liste des risques, car leur probabilité d'occurrence et leur dangerosité peuvent varier en fonction de l'évaluation du projet. Par conséquent, il est nécessaire de suivre de près cette liste et de la mettre régulièrement à jour.

➤ **Mise en œuvre des solutions**

Cette étape consiste à mettre en œuvre les solutions choisies. Son principe fondamental est de minimiser les coûts liés à la mise en œuvre des solutions retenues.

➤ **Reporting des risques**

Le reporting joue un rôle essentiel dans le processus de gestion, car il résume de manière analytique les éléments clés qui sont communiqués aux responsables sous forme de rapport. Le contenu et le niveau de détail de ce rapport varient en fonction du destinataire et de sa fonction.

La gestion des risques, qu'il s'agisse de risques de crédit, opérationnels ou de marché, nécessite une connaissance approfondie des normes et des lois qui évoluent constamment. Cela demande une surveillance et une veille continues. De plus, l'expérience et l'expertise des situations jouent un rôle essentiel dans la prise de décisions éclairées. Prendre des décisions peut être complexe, c'est pourquoi la prévention, la formation et l'information, accompagnées d'un suivi régulier des situations grâce à des stratégies, restent des outils indispensables.

²⁹ Ibidem, p.127.

Conclusion de chapitre

Pour conclure le premier chapitre, il convient de souligner que les banques jouent un rôle essentiel en tant que principaux fournisseurs de crédit pour les entreprises et les particuliers. Elles proposent différents types de crédits, tels que le crédit d'exploitation, le crédit de financement, le crédit de commerce extérieur et le crédit personnel, en fonction des besoins de financement des clients.

Cependant, avant d'accorder un crédit, les banquiers suivent un processus bien établi visant à évaluer la solvabilité et la capacité de remboursement des demandeurs. Ce processus est crucial car il permet de prendre une décision éclairée quant à l'octroi ou non du crédit.

Il est important de souligner que l'octroi de prêts bancaires comporte également des risques. Les événements significatifs peuvent avoir un impact sur la rentabilité d'une banque. C'est pourquoi les banques mettent en place des politiques de gestion visant à faire face à ces différents risques.

**Chapitre 2 : impact des crédits
bancaires sur le financement des
entreprises**

Chapitre2 : impact des crédits bancaire sur le financement de l'entreprise

Dans ce chapitre, nous avons examiné l'impact de la gestion des risques de crédit sur la capacité d'emprunt de l'entreprise. Nous avons évalué la qualité de crédit et son importance, ainsi que son influence sur la capacité d'emprunt. Nous avons également abordé la gestion de la qualité de crédit, y compris le maintien de solides états financiers et le respect des obligations de paiement. En ce qui concerne les conditions de prêt, nous avons examiné l'influence de la gestion des risques de crédit, y compris l'évaluation du risque de crédit, les politiques de prêt basées sur le risque, les garanties, les limites de crédit et les conditions de prêt. Nous avons également abordé les différentes formes de garanties bancaires, y compris le cautionnement, l'aval, le nantissement, l'hypothèque et les privilèges. Enfin, nous avons examiné les méthodes de gestion des risques de crédit, telles que l'analyse des états financiers et les modèles de notation de crédit.

Section 1 : Impact de la gestion des risques de crédit sur le financement des entreprises

La gestion des risques de crédit joue un rôle crucial dans l'accès au crédit et le coût du crédit pour les entreprises. Dans cette section, nous examinerons l'effet de la qualité de crédit sur la capacité d'emprunt des entreprises, la relation entre la notation de crédit et les taux d'intérêt, ainsi que l'influence de la gestion des risques de crédit sur les conditions de prêt et les exigences de garanties.

1. Effet de la qualité de crédit sur la capacité d'emprunt des entreprises

La qualité de crédit d'une entreprise, qui est généralement évaluée par des agences de notation de crédit, a un impact significatif sur sa capacité à emprunter. Les agences de notation attribuent des notations aux entreprises en fonction de leur évaluation du risque de défaut de paiement. Les entreprises ayant une meilleure qualité de crédit ont généralement plus de facilité à obtenir des prêts, car elles sont considérées comme présentant un risque de défaut plus faible.

Les prêteurs examinent attentivement la qualité de crédit lors de l'évaluation des demandes de prêt. Une qualité de crédit élevée peut permettre à une entreprise d'obtenir des montants plus importants de financement, à des taux d'intérêt plus avantageux et à des conditions de prêt plus favorables. En revanche, les entreprises ayant une qualité de crédit plus faible peuvent se voir refuser des prêts ou se voir offrir des conditions moins avantageuses, telles que des taux d'intérêt plus élevés et des limites de crédit plus basses.

1-1 Évaluation de la qualité de crédit

L'accent est mis sur le processus d'évaluation de la qualité de crédit des entreprises. Les agences de notation de crédit sont des entités spécialisées et indépendantes qui jouent un rôle essentiel dans cette évaluation. Leur principale responsabilité est d'analyser en détail les informations financières et opérationnelles des entreprises afin de déterminer leur capacité à rembourser leurs dettes.

Lorsqu'une agence de notation de crédit évalue une entreprise, elle examine plusieurs facteurs clés. Voici quelques-uns des éléments pris en compte dans leur analyse :³⁰

- **Stabilité financière** : L'agence examine la santé financière globale de l'entreprise, y compris sa structure de capital, ses flux de trésorerie, son endettement et sa capacité à générer des revenus stables.

³⁰ Luc BERNET-ROLLANDE. Avril (2015) Pratique de l'analyse financière 2^e édition DUNOD. Page 214

- **Rentabilité** : L'agence évalue la rentabilité de l'entreprise en analysant ses marges bénéficiaires, sa croissance des revenus et sa capacité à générer des bénéfices durables.
- **Gestion des risques** : L'agence évalue la capacité de l'entreprise à identifier, mesurer et gérer les risques auxquels elle est confrontée, tels que les risques opérationnels, les risques de change ou les risques liés à l'industrie.
- **Historique des paiements antérieurs** : L'agence examine l'historique des paiements de l'entreprise, notamment sa capacité à respecter ses obligations de paiement et à rembourser ses dettes à temps.
- **Position concurrentielle** : L'agence évalue la position concurrentielle de l'entreprise dans son secteur d'activité, en prenant en compte des facteurs tels que sa part de marché, ses avantages concurrentiels et sa capacité à s'adapter aux changements du marché.

1-1-1 Importance de la qualité de crédit

La qualité de crédit est un aspect crucial dans le domaine financier et joue un rôle significatif dans les décisions de prêt, d'investissement et d'évaluation des risques. Voici quelques points importants pour comprendre son importance :³¹

- A. Évaluation du risque de crédit** : La qualité de crédit permet d'évaluer le risque de défaut de paiement d'un emprunteur. Les prêteurs et les investisseurs utilisent cette évaluation pour déterminer la probabilité de remboursement des dettes contractées. Une bonne qualité de crédit indique un risque plus faible de défaut, tandis qu'une mauvaise qualité de crédit indique un risque plus élevé.
- B. Accès au financement** : Les emprunteurs ayant une bonne qualité de crédit ont plus de facilité à accéder au financement. Les prêteurs sont plus enclins à prêter de l'argent à des emprunteurs présentant un risque de crédit faible, car ils ont une plus grande confiance dans leur capacité à rembourser. Cela permet aux emprunteurs d'obtenir des conditions de prêt plus favorables, telles que des taux d'intérêt plus bas et des montants de prêt plus importants.
- C. Coûts de financement** : La qualité de crédit a un impact direct sur les coûts de financement. Les emprunteurs ayant une bonne qualité de crédit peuvent bénéficier de taux d'intérêt plus bas, ce qui réduit le coût total du financement. En revanche, les

³¹ Campello, M., Graham, J. R., & Harvey, C. R. (2010). The Real Effects of Financial Constraints: Evidence from a Financial Crisis. *Journal of Financial Economics*, 97(3), 470-487.

emprunteurs ayant une mauvaise qualité de crédit peuvent se voir imposer des taux d'intérêt plus élevés, ce qui augmente le coût du financement.

- D. Notations de crédit :** Les agences de notation de crédit attribuent des notations aux emprunteurs pour évaluer leur qualité de crédit. Ces notations sont utilisées par les investisseurs et les prêteurs pour évaluer le risque associé à un emprunteur donné. Une notation élevée indique une qualité de crédit supérieure, ce qui renforce la confiance des investisseurs et facilite l'accès aux marchés financiers.
- E. Relations commerciales :** Une bonne qualité de crédit favorise également de meilleures relations commerciales. Les partenaires commerciaux, les fournisseurs et les clients ont tendance à accorder plus de confiance et de crédibilité aux entreprises ayant une solvabilité élevée. Cela peut entraîner des partenariats plus solides, des conditions commerciales plus avantageuses et de nouvelles opportunités de croissance.

En résumé, la qualité de crédit revêt une grande importance dans les décisions de prêt, d'investissement et de gestion des risques. Elle influence l'accès au financement, les coûts de financement, les relations commerciales et la confiance des investisseurs. Une bonne qualité de crédit est bénéfique tant pour les emprunteurs que pour les prêteurs, favorisant ainsi la stabilité et la croissance économique.

1-1-2 Impact sur la capacité d'emprunt

La qualité de crédit a un impact significatif sur la capacité d'emprunt. Une meilleure qualité de crédit permet d'obtenir des prêts à des conditions plus favorables, tandis qu'une mauvaise qualité de crédit restreint la capacité d'emprunt et peut entraîner des conditions moins avantageuses ou le refus de prêt. Cette relation est d'une grande importance pour les emprunteurs, les prêteurs et les institutions financières. Dans cette analyse, nous examinons l'impact de la qualité de crédit sur la capacité d'emprunt, les facteurs complémentaires :³²

- A. Impact sur la capacité d'emprunt :** La qualité de crédit a un impact significatif sur la capacité d'emprunt d'un individu ou d'une entreprise. Une meilleure qualité de crédit permet généralement d'obtenir des prêts à des conditions plus favorables, tels que des taux d'intérêt plus bas et des montants d'emprunt plus importants. En revanche, une mauvaise qualité de crédit peut restreindre la capacité d'emprunt, entraînant des conditions moins favorables ou même le refus de prêt.

³² Malherbe, F., & de Valicourt, T. (2015). Analyse financière - Normes IFRS et méthode des flux. Dunod. Page 242-254

- B. Avantages d'une meilleure qualité de crédit :** Les emprunteurs ayant une bonne qualité de crédit bénéficient de conditions d'emprunt plus avantageuses. Cela comprend des taux d'intérêt inférieurs, des frais réduits et des montants d'emprunt plus élevés. Ils ont donc un accès plus facile aux fonds nécessaires pour financer des projets importants.
- C. Contraintes liées à une mauvaise qualité de crédit :** Les emprunteurs avec une mauvaise qualité de crédit peuvent faire face à des difficultés pour obtenir un prêt. Les prêteurs considèrent ces emprunteurs comme plus risqués, ce qui peut entraîner des conditions moins favorables, des taux d'intérêt plus élevés, des exigences de garantie plus strictes ou des montants d'emprunt réduits. Dans certains cas, le prêt peut même être refusé.
- D. Facteurs complémentaires :** La qualité de crédit n'est pas le seul facteur pris en compte dans l'évaluation de la capacité d'emprunt. Les prêteurs considèrent également d'autres éléments tels que le revenu, l'endettement existant, la stabilité financière et les perspectives de remboursement.

En conclusion, la qualité de crédit joue un rôle clé dans la capacité d'emprunt. Une meilleure qualité de crédit permet d'accéder à des conditions d'emprunt plus favorables, tandis qu'une mauvaise qualité de crédit peut limiter les options de financement. Les emprunteurs doivent donc maintenir une bonne qualité de crédit pour maximiser leurs possibilités de financement

1-1-3 Gestion de la qualité de crédit

La gestion de la qualité de crédit est un aspect crucial pour les entreprises, car elle permet de maintenir une bonne réputation de crédit et d'accéder à des conditions de prêt avantageuses. Cela implique la mise en place de pratiques et de politiques visant à garantir la solidité financière de l'entreprise, à respecter les obligations de paiement envers les créanciers, à améliorer la transparence des informations financières et à adopter des pratiques de gestion des risques efficaces. Nous allons examiner en détail les principaux éléments de la gestion de la qualité de crédit.

1-1-3-1 Maintien de solides états financiers

Le maintien de solides états financiers est crucial dans la gestion de la qualité de crédit. Les entreprises doivent s'assurer que leurs états financiers sont précis, complets et reflètent fidèlement leur situation financière. Cela implique la tenue d'une comptabilité rigoureuse, la production régulière d'états financiers tels que le bilan, le compte de résultat et

le tableau des flux de trésorerie. Des états financiers solides renforcent la crédibilité de l'entreprise et inspirent la confiance des prêteurs et des investisseurs.

Voici quelques éléments clés à prendre en compte :³³

- 1. Comptabilité rigoureuse :** Les entreprises doivent mettre en place des pratiques de comptabilité rigoureuses pour enregistrer et suivre avec précision toutes les transactions financières. Cela implique de respecter les principes comptables généralement reconnus (PCGR) ou les normes internationales d'information financière (IFRS) afin d'assurer la conformité et la comparabilité des états financiers.
- 2. Production régulière d'états financiers :** Les entreprises doivent produire régulièrement des états financiers tels que le bilan, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie. Ces états financiers fournissent une image claire de la santé financière de l'entreprise, de sa performance et de sa capacité à générer des liquidités. Ils permettent aux créanciers et aux investisseurs d'évaluer la solvabilité et la rentabilité de l'entreprise.
- 3. Exactitude et exhaustivité des informations :** Les états financiers doivent refléter fidèlement la situation financière de l'entreprise. Cela signifie que toutes les transactions financières doivent être enregistrées de manière précise et complète, sans omission ni manipulation intentionnelle des données. L'exactitude et l'exhaustivité des informations financières renforcent la crédibilité de l'entreprise et renforcent la confiance des créanciers et des investisseurs.
- 4. Transparence et divulgation appropriée :** Les entreprises doivent être transparentes dans la divulgation de leurs informations financières. Cela implique de fournir des notes explicatives détaillées accompagnant les états financiers, de manière à permettre aux utilisateurs de comprendre les politiques comptables, les estimations et les informations pertinentes pour l'évaluation de la qualité de crédit.
- 5. Audit indépendant :** Il est courant pour les entreprises de faire auditer leurs états financiers par des cabinets d'audit indépendants. Un audit financier fournit une assurance supplémentaire quant à l'exactitude et à la fiabilité des états financiers, renforçant ainsi la confiance des parties prenantes.

³³ Brown, C. (2022). *Financial Statement Analysis and Credit Risk Management*. New York, NY: Wiley. (Brown, 2022, p. 87).

En conclusion des états financiers solides, les entreprises démontrent leur engagement envers la transparence, la rigueur comptable et la communication d'informations financières fiables. Cela renforce leur réputation de crédit et facilite leur accès au crédit, tout en instaurant une relation de confiance avec les créanciers et les investisseurs.

1-1-3-2 Respect des obligations de paiement

Le respect des obligations de paiement envers les créanciers est une composante essentielle de la gestion de la qualité de crédit. Les entreprises doivent honorer leurs engagements de remboursement conformément aux termes et conditions convenus avec les créanciers. Cela inclut le paiement régulier des intérêts, le respect des échéances de remboursement et le respect des modalités de paiement convenues. En respectant leurs obligations de paiement, les entreprises démontrent leur solvabilité et renforcent leur réputation de crédit. Respect des obligations inclue les points suivants :

- **Paiement régulier des intérêts :** Les entreprises doivent s'assurer de verser les intérêts dus sur leurs dettes de manière régulière et ponctuelle. Les intérêts représentent le coût du crédit et sont généralement convenus dans les termes du contrat de prêt. Le non-paiement des intérêts peut entraîner des conséquences néfastes, telles que des pénalités, des taux d'intérêt plus élevés ou même la résiliation du prêt.
- **Respect des échéances de remboursement :** Les entreprises doivent respecter les échéances de remboursement convenues avec leurs créanciers. Cela implique de rembourser le capital emprunté selon le calendrier prévu. Le non-respect des échéances de remboursement peut entraîner des retards, des frais supplémentaires et une dégradation de la réputation de crédit de l'entreprise.
- **Respect des modalités de paiement convenues :** Les modalités de paiement, telles que la fréquence des paiements et les méthodes de paiement acceptées, doivent être respectées. Les entreprises doivent s'assurer de respecter les conditions convenues, que ce soit par des paiements mensuels, trimestriels ou annuels, et en utilisant les moyens de paiement spécifiés.

Le respect des obligations de paiement est essentiel pour démontrer la solvabilité et l'engagement financier de l'entreprise. En respectant ces obligations, les entreprises renforcent leur réputation de crédit et maintiennent de bonnes relations avec leurs créanciers. Cela facilite leur accès futur au crédit et leur permet de négocier des conditions de prêt plus favorables. Les créanciers sont plus enclins à accorder des financements à des entreprises qui ont prouvé leur capacité à respecter leurs obligations financières.

2 Influence de la gestion des risques de crédit sur les conditions de prêt

La gestion des risques de crédit effectué par les prêteurs peut également avoir une influence significative sur les conditions de prêt offertes aux entreprises. Les prêteurs évaluent le risque associé à chaque demande de prêt et ajustent les conditions en fonction de ce risque perçu. Une gestion efficace des risques de crédit peut permettre aux prêteurs d'offrir des conditions plus favorables aux emprunteurs ayant un risque de défaut plus faible.³⁴

Les prêteurs peuvent appliquer des politiques spécifiques en matière de prêt en fonction de leur évaluation des risques. Par exemple, une banque peut décider d'accorder des taux d'intérêt plus bas aux entreprises qui présentent des garanties solides ou qui ont mis en place des mesures de gestion des risques de crédit internes efficaces. De plus, les prêteurs peuvent ajuster les termes du prêt, tels que la durée et les modalités de remboursement, en fonction de leur évaluation du risque.

2-1 Évaluation du risque de crédit

L'évaluation du risque de crédit est une étape essentielle pour les prêteurs lorsqu'ils examinent une demande de prêt. Cette évaluation vise à déterminer le niveau de risque associé à l'emprunteur et à prendre des décisions éclairées concernant les conditions de prêt. Voici quelques points détaillés de cette démarche :³⁵

- **Solvabilité de l'emprunteur** : L'un des facteurs clés dans l'évaluation du risque de crédit est la solvabilité de l'emprunteur. Cela concerne la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements financiers, y compris le remboursement du prêt. Les prêteurs analysent les états financiers de l'entreprise, tels que le bilan, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie, pour évaluer la stabilité financière de l'emprunteur.
- **Capacité de remboursement** : Les prêteurs évaluent la capacité de l'emprunteur à rembourser le prêt en analysant sa capacité de générer des revenus et de générer des flux de trésorerie suffisants pour faire face aux échéances de remboursement. Ils examinent les flux de trésorerie passés et les projections financières pour évaluer la viabilité financière de l'emprunteur et sa capacité à rembourser le prêt.
- **Historique de crédit** : L'historique de crédit de l'emprunteur est également pris en compte dans l'évaluation du risque. Les prêteurs examinent les antécédents de l'emprunteur en termes de remboursement de prêts précédents, d'endettement, de

³⁴ Smith, J. (2023). Credit Risk Management: Principles and Practices. New York, NY: Routledge. (Smith, 2023, p. 145).

³⁵ Johnson, A. (2023). Credit Risk Management and Assessment. New York, NY: Wiley & Sons. (Johnson, 2023, p. 72).

retards de paiement ou de défauts éventuels. Un bon historique de crédit démontre la capacité de l'emprunteur à gérer ses obligations financières et peut favoriser l'obtention de meilleures conditions de prêt.

- **Stabilité financière :** La stabilité financière de l'emprunteur est un autre aspect crucial dans l'évaluation du risque de crédit. Les prêteurs évaluent la solidité de l'entreprise en examinant sa performance financière à long terme, sa croissance, sa rentabilité et sa capacité à faire face aux chocs économiques ou aux fluctuations du marché. Une entreprise financièrement stable est perçue comme moins risquée par les prêteurs.
- **Garanties proposées :** Les prêteurs considèrent également les garanties proposées par l'emprunteur pour sécuriser le prêt. Les garanties peuvent être des actifs tangibles tels que des biens immobiliers, des équipements ou des stocks, ou des garanties personnelles telles que des cautions ou des garanties bancaires. Les prêteurs évaluent la valeur et la qualité des garanties pour déterminer le niveau de sécurité qu'elles offrent en cas de défaut de paiement de l'emprunteur.

2-2 Politiques de prêt basées sur le risque

Les politiques de prêt basées sur le risque sont des directives établies par les prêteurs pour déterminer les conditions de prêt en fonction de leur évaluation du risque de crédit. Ces politiques jouent un rôle essentiel dans le processus de prise de décision des prêteurs et sont basées sur les principes suivants :³⁶

- ❖ **Définition des critères de risque :** Les prêteurs définissent des critères spécifiques pour évaluer le risque de crédit des emprunteurs. Cela peut inclure des seuils minimums pour la solvabilité, la capacité de remboursement, l'historique de crédit, la stabilité financière et les garanties proposées. Ces critères permettent aux prêteurs de catégoriser les emprunteurs en fonction de leur niveau de risque et de prendre des décisions appropriées.
- ❖ **Taux d'intérêt :** Les politiques de prêt basées sur le risque peuvent influencer les taux d'intérêt offerts aux emprunteurs. Les prêteurs peuvent accorder des taux d'intérêt plus bas aux emprunteurs considérés comme présentant un faible risque de défaut de paiement. Cela est dû au fait que les emprunteurs à faible risque sont perçus comme

³⁶ Smith, J. (2019). Prêt axé sur le risque : Politiques et pratiques. . New York, NY:, p. 87-92.

moins susceptibles de ne pas rembourser leur prêt, ce qui réduit le niveau de risque pour le prêteur.

- ❖ **Termes du prêt :** Les politiques de prêt peuvent également influencer les termes du prêt, tels que la durée et les modalités de remboursement. Les prêteurs peuvent proposer des durées de remboursement plus longues ou des modalités de remboursement plus flexibles aux emprunteurs présentant un faible risque de crédit. Cela peut permettre aux emprunteurs d'étaler leurs remboursements sur une période plus longue et de mieux s'adapter à leurs capacités financières.
- ❖ **Niveaux de garantie :** Les politiques de prêt peuvent également tenir compte du niveau de garantie proposé par l'emprunteur. Les prêteurs peuvent exiger des garanties plus substantielles pour les emprunteurs considérés comme présentant un risque plus élevé. Ces garanties peuvent servir de protection au prêteur en cas de défaut de paiement de l'emprunteur et réduire ainsi le risque encouru.
- ❖ **Flexibilité :** Les politiques de prêt basées sur le risque peuvent également permettre une certaine flexibilité pour s'adapter à des situations particulières. Par exemple, les prêteurs peuvent prendre en compte des facteurs spécifiques à l'industrie ou à la conjoncture économique lors de l'évaluation du risque et de la détermination des conditions de prêt.

En adoptant des politiques de prêt basées sur le risque, les prêteurs sont en mesure de prendre des décisions cohérentes et objectives dans l'évaluation du risque de crédit et de déterminer les conditions de prêt appropriées pour chaque emprunteur. Cela contribue à la gestion prudente des risques et à la préservation de la santé financière du prêteur.

2-2-1 Influence des garanties

Les garanties proposées par l'emprunteur jouent un rôle crucial dans les conditions de prêt offertes par les prêteurs. Les garanties servent de protection aux prêteurs en cas de défaut de paiement de l'emprunteur et peuvent influencer les conditions de prêt de plusieurs manières. Voici une explication détaillée des principaux éléments à considérer :³⁷

- ✓ **Nature des garanties :** Les garanties peuvent prendre différentes formes, telles que des actifs tangibles (biens immobiliers, équipements, stocks) ou des garanties personnelles (cautions, garanties bancaires). Les prêteurs évaluent la nature et la valeur de ces garanties pour estimer leur capacité à couvrir le montant du prêt en cas de défaut de paiement.

³⁷ Johnson, R. (2020). Influence des garanties dans les politiques de prêt. Éditions Académiques, p. 105-108.

- ✓ **Réduction du risque perçu :** Lorsque des garanties solides sont fournies, les prêteurs perçoivent un risque réduit. Les garanties offrent une assurance au prêteur qu'en cas de non-remboursement de l'emprunteur, ils pourront récupérer une partie ou la totalité du montant du prêt en saisissant ou en vendant les actifs garantis. Cette réduction du risque perçu peut inciter les prêteurs à offrir des conditions de prêt plus favorables à l'emprunteur.
- ✓ **Modalités de remboursement :** Les garanties peuvent également influencer les modalités de remboursement du prêt. Lorsque des garanties de valeur sont fournies, les prêteurs peuvent être plus flexibles quant aux modalités de remboursement, offrant des options telles qu'une période de grâce initiale ou des échéances plus souples. Cela permet à l'emprunteur de mieux s'adapter à ses capacités financières et de gérer plus efficacement ses remboursements.
- ✓ **Évaluation de la valeur des garanties :** Les prêteurs évaluent soigneusement la valeur des garanties proposées par l'emprunteur. Ils peuvent faire appel à des évaluateurs indépendants pour déterminer la valeur marchande des actifs garantis et s'assurer qu'ils sont suffisants pour couvrir le montant du prêt en cas de défaut. Une évaluation précise des garanties est essentielle pour évaluer leur impact sur les conditions de prêt.

En conclusion, les garanties proposées par l'emprunteur jouent un rôle essentiel dans les conditions de prêt offertes par les prêteurs. Des garanties solides réduisent le risque perçu par les prêteurs, ce qui peut se traduire par un taux d'intérêt plus bas et des modalités de remboursement plus flexibles pour l'emprunteur. Cependant, il est important que les prêteurs évaluent soigneusement la valeur et la qualité des garanties afin de prendre des décisions éclairées.

2-2-2 Limites de crédit et conditions de prêt

La gestion des risques de crédit exercé par les prêteurs a un impact significatif sur les limites de crédit et les conditions de prêt proposées aux entreprises. Voici une explication détaillée des éléments clés à prendre en compte :³⁸

2-2-2-1 Évaluation du risque de crédit :

Les prêteurs évaluent le risque de crédit associé à chaque entreprise emprunteuse en analysant divers facteurs tels que la solvabilité, la capacité de remboursement, l'historique de

³⁸ Dupont, J. (2021). Gestion des risques de crédit et conditions de prêt. Presses Académiques Françaises, p. 73-79.

crédit et les garanties proposées. Cette évaluation permet aux prêteurs de quantifier le niveau de risque et d'adapter les limites de crédit en conséquence.

2-2-2-2 Détermination des limites de crédit :

Les prêteurs définissent les limites de crédit en tenant compte de l'évaluation du risque. Les limites de crédit représentent le montant maximum que l'entreprise peut emprunter. Les prêteurs fixent ces limites afin de limiter leur exposition au risque et de s'assurer que l'entreprise peut rembourser ses dettes de manière réaliste.

2-2-2-3 Ajustement des conditions de prêt :

Les conditions de prêt, telles que les taux d'intérêt, les modalités de remboursement et les clauses spécifiques, sont ajustées en fonction de l'évaluation du risque. Les entreprises présentant un risque de crédit plus faible peuvent bénéficier de conditions de prêt plus favorables, telles que des taux d'intérêt plus bas, des modalités de remboursement plus souples ou des clauses contractuelles moins contraignantes.

2-2-2-4 Influence des garanties :

Les garanties proposées par l'emprunteur peuvent également influencer les limites de crédit et les conditions de prêt. Des garanties solides peuvent permettre aux entreprises d'accéder à des limites de crédit plus élevées et à des conditions de prêt plus avantageuses, car elles réduisent le risque perçu par les prêteurs.

2-2-2-5 Adaptation des conditions au risque :

Les prêteurs ajustent les conditions de prêt en fonction de l'évaluation du risque pour protéger leurs intérêts et garantir le remboursement du prêt. Par exemple, pour les emprunteurs à risque élevé, les prêteurs peuvent imposer des taux d'intérêt plus élevés, des échéances plus courtes ou des clauses de garantie supplémentaires afin de compenser le niveau de risque plus élevé.

En somme, la gestion des risques de crédit exercé par les prêteurs influence les limites de crédit et les conditions de prêt proposées aux entreprises. Cette approche vise à maintenir un équilibre entre la disponibilité du crédit et la protection des intérêts des prêteurs, en fonction de l'évaluation du risque et des garanties fournies par les emprunteurs.

Section 2 : les garanties bancaires

1 Les garanties

Lorsqu'un banquier fait un crédit, il utilise principalement des fonds qui ne lui appartiennent pas. Il doit donc être prudent dans la gestion des fonds qui lui sont confiés et sécurise souvent sa position de créancier en prenant une sûreté communément appelée caution.

Les garanties peuvent être distinguées les garanties personnelles des garanties réelles.

1-1 Les garanties personnelles

La garantie personnelle signifie qu'une personne physique ou morale (nous l'appelons garant) s'engage à exécuter ses obligations en cas de manquement du débiteur à ses obligations, on distingue le cautionnement l'aval.

1-1-1 Le cautionnement

Le cautionnement est une promesse faite par un tiers, appelé caution, d'exécuter en cas de défaillance du débiteur.

• Modalités

Le cautionnement peut se présenter sous deux modalités distinctes : le cautionnement simple et le cautionnement solidaire.³⁹

➤ Le cautionnement simple

Le cautionnement simple donne droit au bénéfice de discussion et à celui de division. Le bénéfice de discussion : la caution peut exiger du créancier qu'il poursuive d'abord le débiteur avant de faire jouer le cautionnement. Le bénéfice de division : au cas où il y aurait plusieurs cautions chacune ne serait engagée que pour sa part.

➤ Le cautionnement solidaire

La caution peut être appelée en même temps que le débiteur principal, auquel cas le créancier choisit la personne qu'il estime la plus solvable ou les deux ensemble. Lorsque plusieurs personnes sont cautions solidaires, elles sont cautions solidaires pour le créancier et chacune en assume l'entière responsabilité. Par conséquent, en cas de responsabilité solidaire, la caution ne peut invoquer les intérêts discutés ou partagés. A défaut de convention expresse, le garant ne garantit que le principal. Obligé de payer des intérêts. L'acte doit mentionner et

³⁹ Luc BERNET-ROLLANDE (2004) Principes de technique bancaire 23e édition, France 45800 Saint-Jean de Braye. Page128

préciser ces tarifs. Par son paiement le garant subroge de plein droit les droits, actions et privilèges du créancier.

1-1-2 L'aval

L'article 407 du code de commerce énonce que l'aval constitue un engagement pris par une individu en vue de régler intégralement ou partiellement le montant d'une dette, habituellement associée à un titre de créance tel qu'un effet de commerce. Cette garantie est formellement exprimée par l'inscription de la mention « bon pour aval » sur la face de l'effet, suivie de la signature de la personne offrant son aval. Il est également possible que cette garantie soit accordée au moyen d'un document distinct. Il est important de noter que l'aval représente une forme de cautionnement solidaire, ce qui signifie que l'avaliste se porte garant conjointement et indépendamment du débiteur principal.⁴⁰

1-2 Les garanties réelles

On trouve le droit de rétention, le nantissement, l'hypothèque et les privilèges.

1-2-1 Le droit de rétention

Le droit de rétention a le droit de conserver les biens appartenant à son débiteur tant que celui-ci ne remplit pas l'obligation de remboursement. Ces sûretés revêtent une importance particulière, notamment lorsque les débiteurs font l'objet de recours collectifs.

- **Modalités**

Le droit de rétention est soumis à certaines conditions :

- ❖ Les réclamations doivent être certaines (indiscutables) et payables (pas de termes ou conditions);
- ❖ ❖ Le bien doit être corporel, détenu par le créancier et lié à la dette (par exemple, un mécanicien peut garder une voiture qui a été mise en service tant que les réparations ne sont pas payées au mécanicien).

1-2-2 Le nantissement

Le nantissement est l'acte par lequel le débiteur remet au créancier un bien en garantie de sa créance. Si le bien remis en garantie est meuble, on parle de gage ; s'il s'agit des revenus d'un immeuble, on appelle cela l'antichrèse.⁴¹

⁴⁰ Extrait d'un mémoire intitulé : Le processus d'octroi de crédit d'investissement : Cas de la CPA Tizi-Ouzou, Agence 194. Page 41

⁴¹ Article 948 du Code Civil Algérien.

- **Modalités**

Le nantissement peut avoir lieu avec ou sans dépossession :⁴²

- ❖ Nantissement avec dépossession : le débiteur est démuné du bien objet de la garantie. Dans cette catégorie, on peut citer les avances sur titres accordées aux clients détenteurs de portefeuilles de titres et ayant besoin de liquidités. Pour se protéger d'éventuelles baisses de prix, les banques se dotent d'une marge de sécurité.

- ❖ Nantissement sans dépossession Le créancier reçoit une reconnaissance de propriété de la sûreté et publie l'acte. C'est le cas, par exemple, d'un crédit immobilier auto, qui permet au vendeur d'obtenir un crédit, ou d'un prêteur qui achète un véhicule en sécurisant le crédit associé à l'achat. Un contrat de vente ou de prêt doit être écrit et enregistré au motif que la page est invalide. La publicité du gage s'effectue par l'inscription au registre de la province qui a délivré le certificat d'inscription. L'inscription rend les droits des créanciers opposables aux tiers. Expire après 5 ans mais peut être renouvelé une fois. Si le paiement n'est pas effectué, le créancier peut exécuter le gage.

- **Caractéristiques**

Le créancier bénéficiaire du nantissement dispose de droits particuliers : droit de préférence et droit de suite, droit de rétention et droit de réalisation.

- Droit de préférence et droit de suite

- Droit de préférence : ce droit permet au créancier d'être payé avant les autres sur le produit de la vente du bien donné en garantie.
- Droit de suite : si le bien change de main, le créancier peut faire valoir son droit s'il n'a pas été désintéressé.

- Droit de rétention et droit de réalisation

- Droit de rétention : le créancier peut conserver le bien nanti tant qu'il n'est pas désintéressé.
- Droit de réalisation : le créancier peut faire vendre en justice le bien nanti en cas d'inexécution définitive.

- Nantissement du fonds de commerce.

Le nantissement peut provenir d'un prêt ou de tout autre contrat.

⁴² Luc BERNET-ROLLANDE (2004) Principes de technique bancaire 23e édition, France 45800 Saint-Jean de Braye. Page 130.

En cas de vente judiciaire, comme la valeur de réalisation du fonds résulte en grande partie de la prospérité de l'entreprise, cette sûreté risque de perdre de la valeur dès qu'elle devient utile.

En revanche, le nantissement sur fonds de commerce peut s'avérer efficace dès lors que le droit au bail a de la valeur. Lorsqu'un propriétaire de murs commerciaux ne renouvelle pas le bail à son locataire, il devra lui verser une forte indemnité d'éviction. Dans l'acte constitutif du nantissement, le créancier peut exiger que cette indemnité lui soit cédée. Cette précaution peut également concerner l'indemnité d'assurance incendie.

1-2-3 L'hypothèque

L'hypothèque est un acte par lequel un débiteur accorde à un créancier un droit sur un immeuble sans le céder et le rendre public.⁴³

- **Modalités**

L'hypothèque peut être établie de différentes manières : légale, conventionnelle ou judiciaire.

- ✓ L'hypothèque légale : elle est prévue par la loi et s'applique dans des cas spécifiques, tels que lorsque le mineur possède des biens qui sont placés sous la responsabilité d'un tuteur.
- ✓ L'hypothèque conventionnelle : elle est établie par le biais d'un contrat signé entre les parties concernées, par exemple, lorsqu'un emprunteur contracte un prêt pour l'acquisition d'un bien immobilier.
- ✓ L'hypothèque judiciaire : elle est le résultat d'une décision de justice. Elle peut être utilisée par un créancier préoccupé par la situation financière de son débiteur afin de sécuriser sa créance.

- **Caractéristiques**

L'hypothèque offre au créancier deux droits importants : le droit de préférence et le droit de suite

- Le droit de préférence donne au créancier la priorité lorsqu'il s'agit de recouvrer sa créance en cas de non-paiement et de poursuites. En d'autres termes, si le débiteur ne rembourse pas sa dette, le créancier peut procéder à la vente forcée de l'immeuble hypothéqué lors d'enchères publiques.
- Le droit de suite signifie que le débiteur ne peut pas vendre l'immeuble sans régler au préalable sa dette envers le créancier. La garantie de l'hypothèque est attachée à

⁴³ Article 882 du Code civil Algérien.

l'immeuble, ce qui signifie que la dette doit être remboursée avant que le débiteur puisse transférer la propriété à un nouvel acheteur.

En résumé, grâce à l'hypothèque, le créancier bénéficie d'une priorité de paiement et d'un lien direct avec l'immeuble hypothéqué, assurant ainsi sa protection et sa capacité à récupérer la valeur du bien en cas de défaut de paiement.

1-2-4 Les privilèges

Le privilège est un droit qui offre une garantie supplémentaire au créancier : il sera payé en priorité par rapport aux autres créanciers s'ils sont des créanciers simples (aussi appelés des créanciers chirographaires). Le privilège porte aussi bien sur les biens meubles que sur les biens immeubles d'un débiteur.⁴⁴

- **Modalités**

Les privilèges peuvent être généraux ou spéciaux ; ils peuvent être mobiliers ou Immobiliers.

- Privilèges généraux sur les meubles et immeubles : ex. frais de justice, salaires.
- Privilèges généraux sur les meubles : ex. frais funéraires, créance de la victime d'un accident.
- Privilèges spéciaux immobiliers : ex. privilège du vendeur d'un immeuble, privilège du prêteur de deniers pour l'acquisition d'un immeuble.
- Privilèges spéciaux mobiliers : ex. privilège du bailleur sur les meubles meublants du locataire, privilège de l'aubergiste.

- **Privilège du prêteur de deniers**

Utilisée fréquemment en cas de prêt immobilier, cette garantie permet de couvrir non seulement le principal du prêt, mais encore les intérêts conventionnels, sans avoir à se faire subroger.

Sont ainsi garantis le montant du prêt, dans la limite du prix de vente de l'immeuble ou de la partie due, les frais de contrat, les intérêts de la somme prêtée, au taux convenu par le prêteur.

Le privilège de prêteur de deniers doit être inscrit à la conservation des hypothèques dans les deux mois de la vente.

⁴⁴ Luc BERNET-ROLLANDE (2004) Principes de technique bancaire 23e édition, France 45800 Saint-Jean de Bray. Page 131.

Section 3 : l'analyse de la gestion des risques de crédit et les recommandations pour l'entreprise

La gestion des risques de crédit est d'une importance vitale pour les entreprises qui accordent des crédits à leurs clients. La capacité de gérer efficacement les risques associés au crédit peut avoir un impact significatif sur la rentabilité et la stabilité financière d'une entreprise.

Dans cette section, nous examinerons l'analyse de la gestion des risques de crédit dans les entreprises étudiées, en mettant l'accent sur l'identification des forces et des faiblesses de leur approche actuelle. En comprenant les pratiques actuelles, nous serons en mesure de formuler des recommandations pratiques visant à améliorer la gestion des risques de crédit dans ces entreprises.

Ces recommandations permettront aux entreprises d'adopter des stratégies plus efficaces pour évaluer et gérer les risques de crédit, minimisant ainsi les pertes potentielles et optimisant leurs résultats financiers. L'objectif ultime est d'aider les entreprises à maintenir un équilibre entre l'octroi de crédit aux clients et la préservation de leur propre santé financière.

1 Méthodes de gestion des risques de crédit

Il s'agit de décrire les différentes méthodes utilisées par les entreprises pour évaluer la solvabilité des emprunteurs potentiels. Cela peut inclure l'analyse des états financiers des clients, l'utilisation de modèles de notation de crédit basés sur des variables financières et non financières, l'évaluation de la capacité de remboursement des clients, etc.

1-1 Analyse des états financiers

- L'entreprise étudie les états financiers des clients pour évaluer leur solvabilité. Cela implique l'examen des états financiers tels que le bilan, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie.⁴⁵
- L'analyse des ratios financiers, tels que le ratio d'endettement, le ratio de liquidité et le ratio de rentabilité, permet d'évaluer la santé financière des clients.
- des tendances financières au fil du temps peuvent révéler des indications de stabilité ou d'instabilité financière.

⁴⁵ Penman, S. H. (2013). Financial Statement Analysis and Security Valuation. McGraw-Hill. Page 3.

1-2 Modèles de notation de crédit

- L'entreprise utilise des modèles de notation pour attribuer des scores de crédit aux clients potentiels. Ces modèles sont basés sur des variables financières et non financières telles que l'historique de paiement, la situation financière, l'expérience passée avec le client, etc.
- Les modèles de notation de crédit permettent d'évaluer objectivement le risque de crédit en attribuant des scores aux clients.⁴⁶
- Les variables et les pondérations utilisées dans les modèles de notation peuvent varier en fonction de l'industrie et des spécificités d'entreprise.

1-3 Capacité de remboursement

L'entreprise évalue la capacité des clients à rembourser leurs dettes en analysant leurs flux de trésorerie, leur historique de revenus et leur capacité à générer des liquidités :⁴⁷

1. L'évaluation de la capacité de remboursement implique de comparer les obligations de paiement du client (y compris les autres dettes) avec ses flux de trésorerie disponibles.
2. L'utilisation de ratios de couverture, tels que le ratio de couverture des intérêts ou le ratio de couverture de la dette, peut aider à évaluer la capacité du client à honorer ses obligations financières.

2 Évaluation du risque sectoriel

Les entreprises prennent en compte les risques propres à chaque secteur d'activité lors de l'évaluation du risque de crédit. Certains secteurs peuvent présenter des défis spécifiques en raison de leur volatilité, de la saisonnalité des revenus ou d'autres facteurs :⁴⁸

- L'analyse du risque sectoriel permet de prendre en compte les facteurs externes pouvant affecter la capacité des clients à rembourser leurs dettes.
- Des recherches sectorielles approfondies et une compréhension des tendances et des risques spécifiques au secteur sont nécessaires pour une évaluation précise du risque de crédit.

⁴⁶ Loeffler, G., & Posch, P. N. (2016). Credit Risk Modeling using Excel and VBA. Wiley. Page 27.

⁴⁷ Penman, S. H. (2013). Financial Statement Analysis and Security Valuation. McGraw-Hill. Page 490.

⁴⁸ Van Gestel, T. (2008). Credit Risk Management: Basic Concepts. Kluwer Law International. Page 132.

2-1 Échange d'informations

Les entreprises peuvent partager des informations sur les clients, notamment les antécédents de paiement, les retards de paiement, les litiges ou les défauts de paiement passés, par le biais d'organismes de crédit ou d'agences spécialisées.

1. L'échange d'informations permet aux entreprises d'obtenir une vision plus complète de la solvabilité des clients en accédant à des informations externes et en tenant compte de l'historique de crédit.⁴⁹
2. Les données partagées peuvent aider à identifier les risques potentiels et à prendre des décisions éclairées en matière d'octroi de crédit.

3- Identification des forces et faiblesses de la gestion des risques de crédit dans l'entreprise

Dans cette étape de l'analyse, nous nous penchons sur l'identification des forces et des faiblesses de la gestion des risques de crédit dans l'entreprise étudiée. L'objectif est de comprendre les aspects positifs et les domaines à améliorer en matière de gestion des risques de crédit, afin d'apporter des recommandations ciblées pour renforcer cette gestion.

3-1 Forces de l'entreprise dans la gestion des risques de crédit

Lorsqu'il s'agit de la gestion des risques de crédit dans une entreprise, il est essentiel d'identifier les forces spécifiques qui contribuent à une gestion efficace de ces risques. Les forces représentent les aspects positifs et les bonnes pratiques qui permettent à l'entreprise de minimiser les risques d'impayés et de non-remboursement, tout en assurant la viabilité financière de l'entreprise. Ces forces peuvent inclure des politiques de crédit strictes, l'utilisation de modèles de notation sophistiqués, une évaluation minutieuse de la solvabilité des emprunteurs potentiels, ou d'autres pratiques qui renforcent la qualité de la gestion des risques de crédit. En identifiant ces forces, l'entreprise peut capitaliser sur ses points forts et les utiliser comme base pour améliorer encore davantage sa gestion des risques de crédit et garantir la stabilité financière à long terme.⁵⁰

a. Politique de crédit stricte :⁵¹

- Une politique de crédit stricte est mise en place, ce qui signifie que l'entreprise établit des critères rigoureux pour accorder du crédit aux clients.

⁴⁹ Rejda, G. E., & McNamara, M. (2019). Principles of Risk Management and Insurance. Pearson. Page 437.

⁵⁰ Colquitt, J. (2001). Credit Risk Management: How to Avoid Lending Disasters and Maximize Earnings. McGraw-Hill. Page 135.

⁵¹ Titman, S., & Keown, A. J. (2017). Financial Management: Principles and Applications. Pearson. Page 580.

- Cette politique permet de minimiser les risques d'impayés en évaluant attentivement la solvabilité des emprunteurs potentiels.
- L'entreprise peut exiger des antécédents de paiement solides, une capacité de remboursement adéquate et d'autres critères stricts pour accorder du crédit.

b. Utilisation de modèles de notation sophistiqués :

- Ces modèles prennent en compte divers facteurs tels que l'historique de L'entreprise utilise des modèles de notation sophistiqués pour évaluer la solvabilité des emprunteurs potentiels.
- crédit, les états financiers et d'autres informations pertinentes pour établir une évaluation précise du risque de crédit.
- En utilisant ces modèles, l'entreprise peut prendre des décisions éclairées et objectives en matière d'octroi de crédit, réduisant ainsi les risques associés.

3-2 Faiblesses de l'entreprise dans la gestion des risques de crédit

Dans la gestion des risques de crédit, il est important de reconnaître les faiblesses spécifiques de l'entreprise, car elles peuvent représenter des domaines d'amélioration potentielle. Les faiblesses sont les aspects qui peuvent compromettre la capacité de l'entreprise à gérer efficacement les risques de crédit et à minimiser les pertes financières. Ces faiblesses peuvent inclure des lacunes dans les procédures d'évaluation des demandes de crédit, une surveillance insuffisante des clients existants, des politiques de recouvrement inadéquates, ou d'autres aspects qui peuvent augmenter les risques liés au crédit. En identifiant ces faiblesses, l'entreprise peut prendre des mesures pour les résoudre et renforcer sa gestion des risques de crédit. Cela peut inclure l'amélioration des procédures d'évaluation, la mise en place d'une surveillance plus rigoureuse des clients existants, l'optimisation des politiques de recouvrement, ou d'autres actions visant à réduire les risques et à améliorer la santé financière globale de l'entreprise.⁵²

a. Lacunes dans les procédures d'évaluation des demandes de crédit :⁵³

- Il n'a été identifié que l'entreprise présente des lacunes dans ses procédures d'évaluation des demandes de crédit.

⁵² Garcia, J., Pereira, S., & Pedro, A. C. (2018). Credit Risk Management: From Principles to Practice. Wiley. Page 102.

⁵³ Colquitt, J. (2001). Crédit Risk Management: How to Avoid Lending Disasters and Maximize Earnings. McGraw-Hill. Page 71.

- Ces lacunes peuvent inclure un manque de documentation claire sur les critères d'évaluation, ce qui peut entraîner une approche inconsistante et des décisions de crédit moins fiables.
- Une amélioration des procédures d'évaluation des demandes de crédit permettrait de renforcer la rigueur et la cohérence dans la gestion des risques de crédit.

b. Mauvaise surveillance des clients existants :⁵⁴

- L'entreprise a été identifiée comme ayant une mauvaise surveillance des clients existants.
- Cela peut entraîner un manque de détection précoce des signes de détérioration de la solvabilité ou des problèmes de remboursement.
- Une surveillance régulière et proactive des clients existants est essentielle pour minimiser les risques d'impayés et pour prendre des mesures appropriées en cas de détérioration de la situation financière d'un client.

4 Recommandations pour améliorer la gestion des risques de crédit dans l'entreprise:

Dans cette section, nous aborderons les recommandations visant à améliorer la gestion des risques de crédit au sein de l'entreprise. Ces recommandations sont basées sur les faiblesses identifiées précédemment, qui ont mis en évidence des aspects de la gestion des risques de crédit nécessitant des améliorations. L'objectif de ces recommandations est d'aider l'entreprise à renforcer sa capacité à gérer efficacement les risques de crédit, à réduire les pertes potentielles et à optimiser sa rentabilité.

- **Renforcer les politiques de crédit :⁵⁵**
 - Établir des critères clairs et objectifs pour l'octroi de crédit, en prenant en compte la solvabilité des emprunteurs potentiels, les garanties offertes, etc.
 - Définir des limites de crédit appropriées en fonction des risques associés à chaque client.
 - Mettre en place des procédures de suivi régulières pour évaluer et ajuster les limites de crédit en fonction de l'évolution des risques.
- **Améliorer les procédures de suivi des clients :⁵⁶**

⁵⁴ Colquitt, J. (2001). Credit Risk Management: How to Avoid Lending Disasters and Maximize Earnings. McGraw-Hill. Page 76.

⁵⁵ : Smith, J. (2020). Credit Risk Management: How to Avoid Lending Disasters and Maximize Earnings, p. 87-89

⁵⁶ : Altman, E. I., & Saunders, A. (2019). Credit Risk Analytics: Measurement Techniques, Applications, and Examples in SAS, p. 153-156

- Mettre en place des systèmes de surveillance automatisés pour détecter les signaux d'alerte, tels que les retards de paiement, les changements dans les comportements financiers, etc.
- Effectuer une analyse périodique des états financiers des clients pour évaluer leur solvabilité continue.
- Mettre en place des alertes de risque pour les clients présentant des profils de risque élevé.
- **Renforcer la formation du personnel :**⁵⁷
 - Fournir une formation continue sur les meilleures pratiques de gestion des risques de crédit.
 - Sensibiliser le personnel aux indicateurs clés de risque et aux procédures à suivre en cas de détection de problèmes de crédit.
 - Encourager la collaboration interne et la communication régulière entre les équipes de crédit, de vente et de recouvrement.
- **Utiliser des technologies de gestion des risques de crédit :**⁵⁸
 - Adopter des logiciels de gestion des risques de crédit qui permettent une évaluation plus précise et rapide des risques.
 - Utiliser des plateformes d'évaluation en ligne pour accéder à des informations complètes sur la solvabilité des clients.

⁵⁷ : Crouhy, M., Galai, D., & Mark, R. (2014). The Essentials of Risk Management, p. 245-247

⁵⁸ Hamerstone, L. (2018). Enterprise Risk Management: A Common Framework for the Entire Organization, p. 127-130

Conclusion du chapitre

Ce chapitre examine l'impact du crédit bancaire sur le financement des entreprises, en mettant l'accent sur la gestion du risque de crédit. Nous analysons comment la qualité du crédit affecte la capacité d'une entreprise à emprunter, l'importance de la gestion de la qualité du crédit et son impact sur les conditions de prêt.

Les évaluations de solvabilité jouent un rôle important dans la détermination de la capacité d'emprunt d'une entreprise. En maintenant des états financiers sains et en respectant les obligations de paiement, les entreprises peuvent instaurer la confiance avec les prêteurs et faciliter le financement.

La gestion du risque de crédit, telle que l'utilisation de politiques de prêt basées sur le risque et la fourniture de garanties adéquates, influence également les conditions de prêt. Les prêteurs peuvent offrir des conditions plus favorables si une entreprise fait preuve d'une gestion stricte du risque de crédit.

La section suivante traite des garanties bancaires, telles que les garanties, les avals, les nantissements, les hypothèques et les privilèges, qui peuvent être utilisées pour renforcer l'engagement d'un emprunteur envers un prêteur.

Afin de gérer efficacement le risque de crédit, l'analyse des états financiers, l'application de modèles de notation de crédit, l'évaluation des risques ministériels et l'échange d'informations sont des méthodes importantes.

Enfin, nous identifions les forces et les faiblesses de la gestion du risque de crédit au sein des entreprises. En exploitant les forces et en évitant les faiblesses, les entreprises peuvent améliorer leur situation financière et leur accès au financement.

En conclusion, la gestion des risques de crédit joue un rôle essentiel dans le financement de l'entreprise. En adoptant des pratiques de gestion des risques solides et en utilisant efficacement les garanties bancaires, l'entreprise peut renforcer sa capacité d'emprunt et favoriser sa croissance financière.

**Chapitre 3 : étude de cas d'un octroi de
crédit d'investissement CPA agence de
Tizi-Ouzou**

Chapitre 3 : Etude de cas d'un octroi de crédit d'investissement CPA agence de Tizi-Ouzou

Introduction

Dans le but de mettre en pratique les différents aspects développés dans la partie théorique, nous avons effectué une étude empirique au niveau de la banque CPA agence de Tizi- Ouzou. Où on a choisi un dossier de crédit d'investissement qui a déjà été traité au niveau de la banque d'accueil.

Par manque d'information, certains aspects ne seront pas développés dans ce cas pratique. En effet, nous avons travaillé uniquement sur la base des documents que nous avons trouvés dans les dossiers. La présente partie sera organisée en trois sections à savoir :

- Présentation du CPA
- Etude de cas d'un octroi de crédit investissement
- Analyse financière des résultats

SECTION 1 : PRESENTATION DU CPA

1. Historique du CPA

Le CPA est créé en 1966 (ordonnance n° 66-366 du 29 décembre 1966), il reprend, dans un premier temps, les activités de cinq banques populaires étrangères :⁵⁹

- La Banque Populaire Commerciale et Industrielle d'Alger (BPCI Alger),
- La Banque Populaire Commerciale et Industrielle d'Oran (BPCI Oran),
- La Banque Populaire Commerciale et Industrielle de Constantine (BPCI Constantine),
- La Banque Populaire Commerciale et Industrielle d'Annaba (BPCI Annaba),
- La Banque Populaire du Crédit d'Algérie (BPCA).

Dans un second temps, à partir de 1967, le CPA reprend les activités de la Banque Algérie-Misr, de la Société Marseillaise de Crédit en Algérie (SMC Algérie), de la Compagnie Française de Crédit et de Banque (CFCB), de la Banque Populaire Arabe (BPA).

Depuis 1966, et en vertu de l'ordonnance relative à la gestion des capitaux marchands de l'État, les banques publiques économiques sont placées sous la tutelle du Ministère des Finances.

Le 07 Avril 1997, le CPA a obtenu son agrément du Conseil de la Monnaie et du Crédit, par la loi sur la monnaie et le crédit, devenant ainsi la deuxième banque en Algérie à être agréée.

Aux termes de ses statuts, le CPA est une banque commerciale et universelle, elle a pour mission de promouvoir le développement du BTPH, des secteurs de la santé et du médicament, du commerce et de la distribution, de l'hôtellerie et du tourisme, des médias, de la PME/PMI et de l'artisanat. Après la promulgation de la loi sur l'autonomie des entreprises en 1988, le CPA est devenu une Entreprise Publique Économique par actions.

Conformément à la réglementation en vigueur en Algérie, le CPA traite les opérations de crédits et de banque. Il peut recevoir des dépôts, accorder des crédits sous toutes ses formes, prendre des participations dans le capital de toute entreprise, mobiliser pour le compte d'autrui tous crédits consentis par d'autres institutions, etc.

La stratégie commerciale du CPA, s'appuie sur la diversification de son offre bancaire tous segments confondus (particulier, entreprise, professionnel), avec notamment la

⁵⁹ <http://www.cpa-bank.dz>, Date de consultation le 08/06/2023 à 15 :22.

commercialisation d'une large gamme de produits et services bancaires dédiée à la promotion de la très petite, petite ou Moyenne Entreprise et Start-up, labellisée « PME by CPA », ainsi que le lancement d'une nouvelle gamme de produits et services dédiées à la Finance Islamique conforme aux préceptes de la Charia.

Il est important de souligner également, l'engagement du CPA dans la poursuite de la dynamique de modernisation et de digitalisation déjà initiée à travers le développement de nouveaux moyens de paiement modernes (cartes bancaires nationales « CPA CIB » et internationales « CPA Visa », de la banque à distance avec la nouvelle plateforme « E-banking CPA » et l'application « CPA mobile Banking ».

Le crédit Populaire d'Algérie a ainsi engagé un programme de réorganisation profond de ses structures et de ses méthodes.

Le CPA a renforcé ses missions internationales. Les nouvelles dispositions relatives au commerce extérieur confortent le rôle de la banque dans l'assistance des entreprises. En multipliant ses prises de participation à l'étranger dans des banques ou des sociétés de trading et d'investissement.

Tableau N01 : la progression de capital social du CPA banque

Année	Désignation
1983	800 Millions DA
1992	5,6 Milliards DA
1994	9,31 Milliards DA
1996	13,6 Milliards DA
2000	21,6 Milliards DA
2004	25,3 Milliards DA
2006	29,3 Milliards DA
2010	48 Milliards DA

Source : <http://www.cpa-bank.dz>, Date de consultation le 09/06/2023 à 15 : 38.

2 Évolution du capital du C.P.A depuis sa création

Le capital social du CPA est la propriété exclusive de l'État, il s'élève actuellement à 48 milliards de dinars, en progressant comme suit :

2-1 Évolution du CPA

- En 1985, le CPA donne naissance à la BDL, par la session de 40 agences, le transfert de 550 employés de cadre 8900 comptes clientèle.
- En 1988, le CPA est devenu une entreprise publique économique par action, dont le capital est propriété exclusive de l'État.
- En 1990, l'échelon intermédiaire entre la direction et les agences a été supprimé. Des unités conçues comme reproduction de la direction générale ont été remplacées par des succursales.
- En 1992, les structures centrales ont été réorganisées par la création de la direction adjointe (DGA), regroupe plusieurs directions centrales.
- En 1995, le CPA a adopté de nouveaux organismes d'exploitation visant à adopter l'architecture commerciale de la banque à une économie de marché.
- Après avoir satisfait les conditions d'éligibilité prévue par les dispositions de la loi sur la monnaie et du crédit (Loi 90- 10 avril 1990), le CPA a obtenu le 7 avril 1997 son agrément du conseil de la monnaie et du crédit, devenant ainsi la deuxième banque à être agréée.

Afin de mettre en exergue sa structure et de montrer un modèle d'organisation d'agence bancaire, nous nous contenterons de présenter notre agence d'accueil, sise à l'agence CPA 194 de Tizi-Ouzou, située au boulevard Titi.

3 La mission de la CPA

Défini par ses statuts comme une banque commerciale et universelle, elle a pour mission de :

- Promouvoir le développement du BTPH, des secteurs de la santé et du médicament, du commerce et de la distribution, de l'hôtellerie et du tourisme, des médias, de la PME/PMI et de l'artisanat.
- La réception de dépôt publique
- L'octroi du crédit sous toutes formes
- Financement des PME/PMI

4 Présentation de l'agence bancaire CPA de Tizi-Ouzou

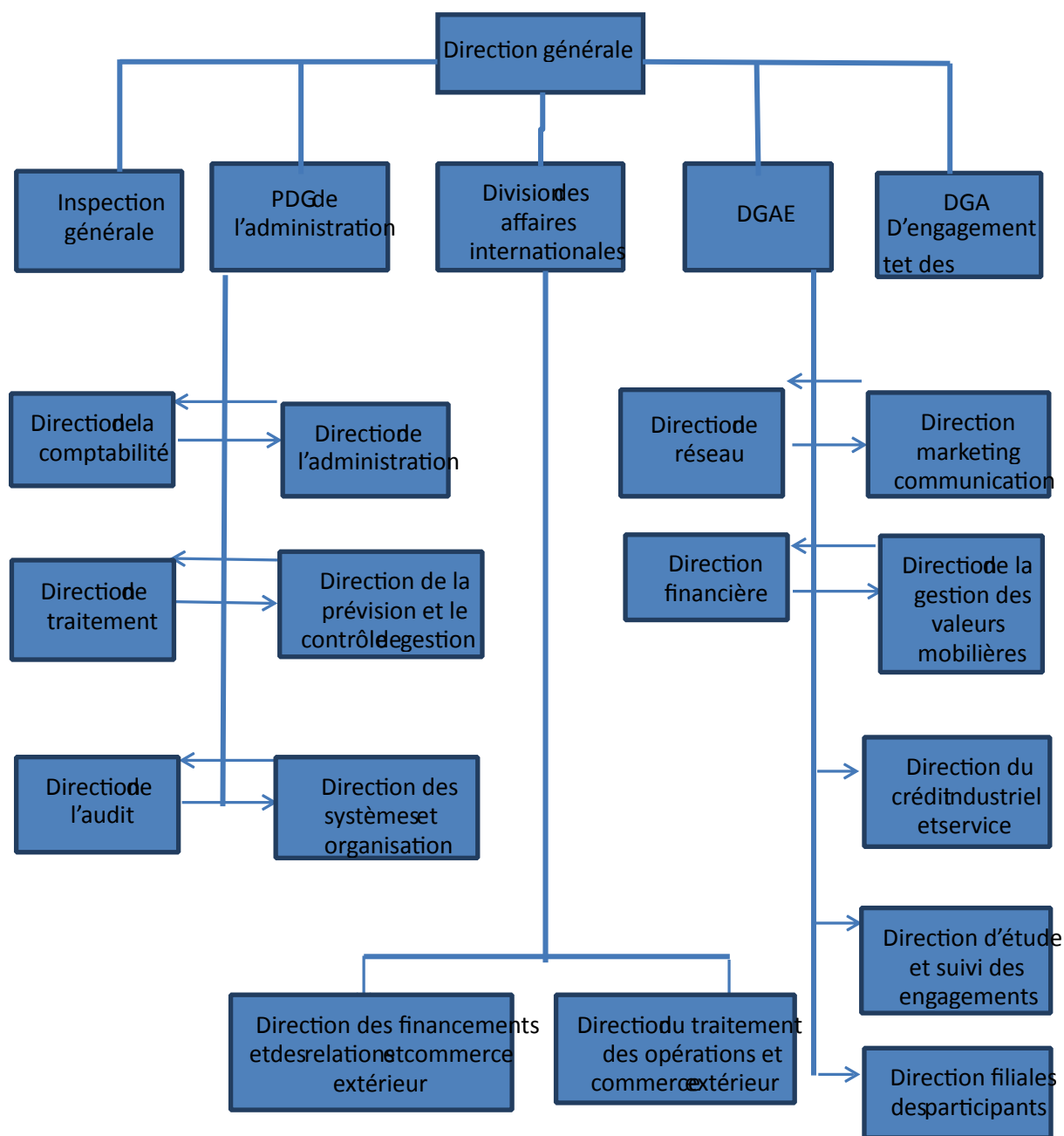
La banque reçoit les dépôts du public, collecte l'épargne, fournit et gère les moyens de paiement et accorde des prêts. L'agence bancaire est un lieu différent du siège social de la banque. C'est un lieu ouvert au public, notamment aux clients.

Pour cela, le CPA est constitué d'agences telles que le CPA De Tizi-Ouzou n°194 récemment créée, en 1993.

Elle représente une agence de première catégorie appartenant au groupe d'exploitation de Tizi-Ouzou. Elle comporte un effectif de 25 employés :

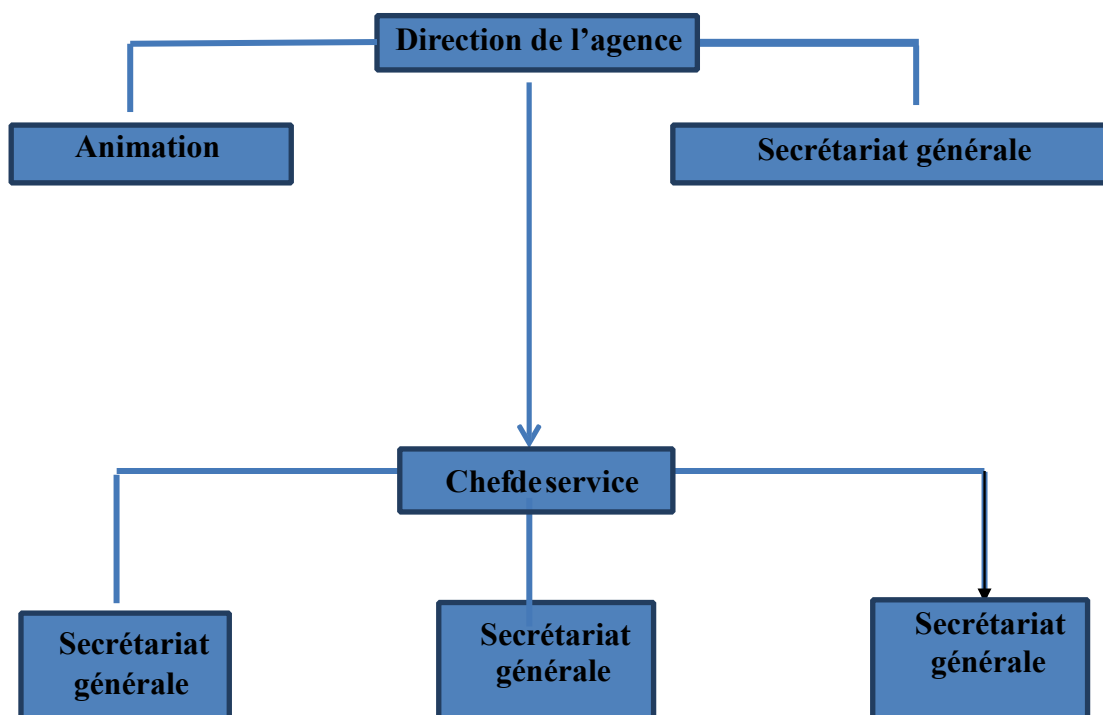
- Le directeur
- Deux sous directeurs :
 - Un sous-directeur administratif.
 - Un sous-directeur d'exploitation.
- Un chef de service (caisse/portefeuille).
- Un chef de service (crédit).
- 5 employés de service crédit chargé de l'étude et analyse et de l'engagement.
- 10 employés de service caisse et portefeuille.
- 4 employés de service de contrôle.
- Une secrétaire.

Figure N°03 : L'organisation du crédit populaire d'Algérie (CPA)



Source : La CPA de Tizi Ouzou.

Figure N°04 : Organigramme de CPA Agence de Tizi-Ouzou



Source : document interne de l'agence CPA .

4-1 Les Fonctions et objectifs des différents services de CPA

Le crédit populaire d'Algérie propose différents services, illustrés comme suit :

4-1-1 Le service crédit

Ce service est chargé d'étudier les dossiers de crédit, évaluer les risques et proposer des solutions de financement au comité de crédit.

➤ **Missions ;**

- Collecter tous les éléments nécessaires à l'étude et à l'appréciation de la demande crédit.
- Mettre en place les crédits, les suivre et adresser des comptes rendus périodiques à la direction générale, à la direction du contrôle et le suivi des engagements,
- Inspection générale, D.E.G.C.
- Assurer le recouvrement des créances.

4-1-2 Le Service Contrôle

Il a pour but de rétablir l'auto Contrôle de l'agence, il est aussi chargé de :

- Pointer et vérifier les opérations de chaque compartiment ;

- Relever toute erreur, la signaler et suivre sa régularisation ;
- S'assurer que toutes les opérations sont enregistrées et que toutes les pièces justificatives sont réunies.
- La confection duplicata des documents comptables.

4-1-3 La cellule animation commerciale

La cellule a pour mission d'appliquer le Plan d'animation commerciale de la banque. Elle est chargée de :

- Prospecter et démarcher la clientèle potentielle.
- Visiter régulièrement la clientèle acquise.
- Promouvoir la vente des produits de la banque.

4-1-4 Le service des opérations du commerce extérieur

Son activité essentielle est de :

- Gérer les transferts et les rapatriements.
- Domicilier les opérations du commerce extérieur (import et export).
- Gérer les contrats et octroyer les garanties.
- Rechercher en collaboration avec la division du commerce international des lignes des crédits extérieurs et assister la clientèle dans le montage des dossiers Financiers.
- Exécuter les opérations avec l'étranger dans le cadre réglementaire.
- Élaborer des statistiques destinées à la hiérarchie et aux instances de contrôle des changes de la Banque d'Algérie.

4-1-5 Le service administratif

Il est chargé de :

- Élaborer le budget et s'assurer de sa réalisation ;
- Gérer les dossiers individuels du personnel ;
- Veiller à l'application rigoureuse des normes de sécurités.

En outre, il est chargé de veiller au paiement à bonne date des impôts et des charges d'assurances, de la maintenance du matériel de l'agence. Il est également chargé de la gestion des imprimés et des fournitures de bureau.

- Élaborer des statistiques destinées à la hiérarchie et aux instances de contrôle des
- Changes de la Banque d'Algérie.

4-1-6 Les opérations de caisse

Ce Sont les opérations comportant un mouvement d'espèce (des dinars et des devises) comme : les retraits, les versements, les virements, change de devises, ...etc.

4-1-7 Les opérations de portefeuille

Ces opérations portent sur le traitement des effets et chèques entre le moment de leurs remises par le client en vue de leur escompte ou de leur encaissement et celui de leur présentation au débiteur pour recouvrement ainsi que la mobilisation des crédits.

En générale, la banque remplit une multitude de fonctions, depuis la gestion des moyens de paiement, jusqu'à la création de produit très complexe dont la sophistication et la prolifération sont aujourd'hui en partie remise en cause.

Le CPA est défini par ses statuts comme banque universelle, il a pour fonction le financement de l'économie et de collecte des ressources, et de ce fait à une plus grande efficacité dans ses modes d'intervention.

Ainsi et pour avoir rempli convenablement ses fonctions, et pour répondre aux nouveaux besoins de marché, la banque doit œuvrer à un redéploiement de ses moyens humains et matériels et à l'amélioration de ses capacités, pour ce faire elle doit :

- Satisfaire les clients par l'aptitude à offrir des produits et des services répondant à leurs besoins.
- Assurer un développement harmonieux de la banque dans les domaines d'activités qui la concernent.
- Renforcer la disposition de contrôle.
- Améliorer et rendre plus efficace la gestion en vue d'assurer les mutations nécessaires.
- Développer le commerce par l'introduction de nouvelles techniques managériales et de marketing.
- Gérer de façon plus performante les ressources humaines.
- Améliorer et développer les systèmes d'information et les moyens informatiques.
- Gérer avec dynamisme la trésorerie de la banque (DA et Devise), les prises de participation au niveau national et à l'étranger.
- Maîtriser les emprunts et gérer activement la dette extérieure.
- Mettre en place renforcer la prévision et le contrôle.

SECTION 2 : ETUDE DE CAS SUR L'OCTROI D'UN CREDIT D'INVESTISSEMENT

1 Documents constitutifs d'un dossier de crédit d'investissement au sein de la banque CPA

La demande de crédit d'investissement dépend de plusieurs documents, qui sont classés comme suit :

- Demande de crédit ;
- CV du demandeur ;
- Etude technico-économique prévisionnelle sur 5 ans ;
- Facture proforma ;
- Copie du registre de commerce (TPM et Climatisation) ;
- Carte fiscale ;
- Mise à jour vis à vis de la CNAS, CASNOS et Extrait de rôle ;
- Plan de charge (convention, contrat, etc.) ;
- Proposition de garanties en plus du gage sur le matériel roulant à financer (caution du père, gage, hypothèque).

2 Généralités sur le projeté

2-1 Présentation de l'entreprise

L'entreprise YAHIAOUI HAMZA créée en 2010 sous le dispositif ANSEJ pour objet la transformation et conditionnement des ingrédients destinés pour la préparation de gâteaux traditionnels pour ménages et également les pâtisseries, restaurant de lux et des hôtels. En 2014 une première extension a été réalisée dans le cadre de l'ANSES et a permis d'élargir et de diversifier sa gamme de production.

2-2 Présentation du projet

L'objet de cette étude est la présentation d'un projet de réalisation d'un important investissement inscrit dans le cadre d'une deuxième opération d'extension d'activité qui permettra d'accroître sa capacité de production et d'améliorer la qualité des produits, afin de satisfaire une forte demande de la clientèle que dispose actuellement l'entreprise.

La nature de l'investissement visé porte sur l'acquisition d'un ensemble d'équipement moderne nécessaire pour la production d'une gamme de produits composé essentiellement de matière première disponibles sur le marché local et d'importation.

Le coût total de l'investissement suivant les factures pro-forma s'élève à la somme

de : 16 987 901,25DA.

L'acquisition de ce matériel répondant aux normes techniques des plus modernes, permettra à l'entreprise d'étendre de diversifier son activité, de doubler son chiffre d'affaires et de créer six (06) nouveau emplois.

La rentabilité du projet, une fois réalisé et mis en exploitation est certaine, notamment en raison d'une très forte demande d'une clientèle répondu a l'échelle nationale que dispose l'entreprise.

Par ailleurs et pour une bien meilleure présentation du projet, une analyse et une évaluation économique et financière du projet seront élaborées, en tenant compte des paramètres de l'investissement à réaliser tout en mettant en évidence l'intégralité de son coût, les sources de son financement et surtout la capacité de production pour bien mesurer sa rentabilité. Dès lors un calcul numérique de l'ensemble des opérations comptables sera présenté sous forme d'états financiers (bilans et compte de résultat) prévisionnels sur cinq exercices à venir.

2-3 Financement du projet

Le financement de l'investissement se fera à hauteur d'environ 20% pour l'équipement par un apport de l'exploitant le reste soit 80% pour les équipements par un emprunt bancaire CMT remboursable sur cinq ans avec une année de différée.

3 Cout de projet

3-1 Equipement de production

Le matériel de production à acquérir est un équipement regroupant un ensemble de machine constituée des éléments dont la nature et les prix sont détaillés sur le tableau ci-dessous dressé suivant les factures proforma relatives à cet équipement.

Tableau N°2 : les facteurs proformas relatives de ces équipements

Désignations	Qtés	Prix hors taxes	TVA	Montant TTC
Conditionneuse poudre	01	7563026,00	1436947,94	9000000,94
Remplisseuse 4 beks	01	4621849,00	878151,31	5500000,31
Mélangeur de poudre	01	950000,00	180500,00	1130500,00
Centrale de marquage	01	215000,00	0,00	215000,00
Operculeuse pot semi auto	01	750000,00	142500,00	892500,00
Doseur liquide	01	210000,00	39900,00	249900,00
Totaux		14309875,00	2678026,25	16987901,25

Source : Document interne CPA

Chapitre 3 : Etude de cas d'un octroi de crédit d'investissement CPA agence de Tizi-Ouzou

4 Bilan de réouverture au 01/01/2023

4-1 Actif du bilan

Tableau N°3 : Bilan de réouverture (Actif)

Désignation	Existant	Extension	Total	Amortis	Montant net
Matériel et outillage	8259500,00	14309875,00	22569375,00	3835055,54	18734319,46
Matériel de transport	3539445,00	0,00	3539445,00	1286674,26	2252770,74
Equipement de bureau	41000,00	0,00	41000,00	16172,21	24827,79
Stock en cour	6547515,67	0,00	6547515,67	0,00	6547515,67
Clients	2804100,04	0,00	2804100,04	0,00	2804100,04
Autres débiteurs	180000,00	0,00	180000,00	0,00	180000,00
TVA récupéré / Investissement	0,00	2117621,25	2117621,25	0,00	2678026,25
Impôt et assimilés	69552,00	0,00	69552,00	0,00	69552,00
Trésorerie	784039,76	0,00	784039,76	0,00	784039,76
Totaux	22225152,47	19937401,25	39213053,72	5137902,01	34075151,71

Chapitre 3 : Etude de cas d'un octroi de crédit d'investissement CPA agence de Tizi-Ouzou

4-2 Passif De Bilan

Tableau N°4 : Bilan de réouverture (Passif)

Désignation	Existant	Extension	Montant/Total
Capital émis	400000,00	-	400000,00
Compte de l'exploitant	5156047,38	4872330,25	10028377,73
Résultat de l'exercice	866195,05	-	866195,05
Emprunt ANSEJ	2537095,82	-	2537095,82
Emprunt bancaire	0,00	15065071,00	15065071,00
Fournisseur et compte rattaché	6763216,75	-	6763216,75
Impôts	192975,60	-	192975,60
Autres dettes	99504,55	-	99504,55
Totaux	16015035,25	19937401,25	35952463,50

Source : document interne CPA

Chapitre 3 : Etude de cas d'un octroi de crédit d'investissement CPA agence de Tizi-Ouzou

5 Présentation Des Etats Financières Sur Cinq Exercices Prévisionnels

5-1 Bilans prévisionnels

5-1-1 Bilan Actif

Tableau N°5 : Bilan prévisionnel (Actif)

ACTIF	Net 2024	Net 2025	Net 2026	Net 2027	Net 2028
ACTIF NON COURANT					
215 Matériel et outillage (ancien)	3245877,79	2419927,79	1593977,79	768027,79	0,00
21844 Matériel de transport (ancien)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21845 Matériel de bureau	19361,12	15261,12	11161,12	7061,12	2961,12
2151 Matériel et outillage (nouveau)	12878887,50	11447900,00	10016912,50	8585925,00	7154937,50
ACTIF COURANT					
3 Comptes de stock et encours	7039406,93	7391377,28	7760946,14	8148993,45	8556443,12
4 Comptes de tiers					
41 Client et compte rattachés	3257681,10	3420556,15	3591593,41	3771173,08	3959731,73
4.. autres débiteurs (42, 43, 44, 45, 46,486.)	-	-	-	-	-
442 Etats, et taxes recouv / tiers	445829,12	468120,56	491526,59	516102,92	541908,06
5 Disponibilités et assimilés					
50 Placements et autre actifs fin courant	-	-	-	-	-
51&53 Trésorerie	6678889,41	4453243,55	5202474,51	6200983,71	8167353,06
TOTAL	30565932,95	29616395,45	28668592,06	27998267,07	28383316,60

Source : Etabli par nous même à partir des données de l'entreprise

Chapitre 3 : Etude de cas d'un octroi de crédit d'investissement CPA agence de Tizi-Ouzou

5-1-2 Bilan Passif

Tableau N°6 : Bilan prévisionnel (Passif)

PASSIF	Net 2024	Net 2025	Net 2026	Net 2027	Net 2028
CAPITAUX PROPRES					
101 Capital émis	400000,00	400000,00	400000,00	400000,00	400000,00
108 Compte de l'exploitant	10028377,73	10028377,73	10028377,73	10028377,73	10028377,73
11 Report à nouveau	-	1670596,36	3741871,30	6065605,15	8650414,48
12 Résultat net de l'exercice	3341192,72	4142549,88	4647467,70	5169618,66	6278205,01
PASSIF NON COURANT					
1640 EMPRUNT ANSEJ	2257262,82	1697596,82	1137930,82	578264,82	18598,82
1641 Emprunt bancaires CMT	12705471,00	9529103,25	6352735,50	3176367,5	0,00
PASSIF COURANT					
40 Fournisseur et compte rattachés	372306,41	390921,73	410467,82	430991,21	452540,77
419 Créancier, Avances reçu	-	-	-	-	-
43 Organisme sociaux et compte rattachés	263925,00	277121,25	290977,31	305526,18	320802,49
44 Etat, coll, org int et cptes rattach...+IBS	1197397,27	1480128,42	1658763,88	1843515,81	2234377,29
TOTAL	30565932,95	29616395,45	28668592,06	27998267,07	28383316,60

Source : Etabli par nous même à partir des données de l'entreprise

Chapitre 3 : Etude de cas d'un octroi de crédit d'investissement CPA agence de Tizi-Ouzou

5-2 TCR Provisionnel sur cinq ans

Tableau N°7 : TCR Sur Cinq Exercice

TABLEAUX DU COMPTE DE RESULTAT SUR CINQ EXERCICE						
N°cptes	Comptes de gestion	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2026	31/12/2027	31/12/2028
70	Ventes et produits annexes	28157627,72	29565509,11	31043784,56	32595973,79	34225772,48
I	PRODUCTION DE L'EXERCICE	28157627,72	29565509,11	31043784,56	32595973,79	34225772,48
601	Achats consommées	14078813,86	14782754,55	15521892,28	16297986,89	17112866,24
61et62	Services extérieurs et autres consommation	1070000,00	1123500,00	1179675,00	1238658,75	1300591,69
II	CONSOMMATION DE L'EXERCICE	15148813,86	15906254,55	16701567,28	17536645,64	18413477,93
III 121	VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION	13008813,86	13659254,55	14342217,28	15059328,14	15812294,55
631	Charges de personnels	3060000,00	3213000,00	3373650,00	3542332,50	3719449,13
635	Cotisations sociales	795600,00	835380,00	877149,00	921006,45	967056,76
64	Impôts, taxes et versement assimilées	281576,28	295655,09	310437,85	325959,74	342255,72
IV 122	EXCELLENT BRUTD'EXPLOITATION	8871637,58	9315219,46	9780980,44	10270029,46	10783530,93
75	Autres produits opérationnels	-	-	-	-	-
65	Autres charges opérationnelles	-	-	-	-	-
78	Dotations aux amort, prov, et perte de valeur	3490270,70	2850937,50	2850937,50	2850937,50	2082909,71
68	Reprise sur perte de valeur et provision	-	-	-	-	-
V 123	RESULTAT OPERATIONNEL	5381366,88	6464281,96	6930042,94	7419091,96	8700621,22
76	Produits financières	-	-	-	-	-
66	Charges financières	866241,58	866241,58	649681,18	433120,79	216560,39
VI 124	RESULTAT FINANCIER	-866241,58	-866241,58	-649681,18	-433120,79	-216560,39
VII 125	RESULTATORDINNAIREAVANTIMPOT	4515125,30	5598040,38	6280361,76	6985971,17	8484060,83
695/698	Impôts exigibles/Résultats ordinaires	1173932,58	1456490,50	1632894,06	1816352,50	2205855,82
692/693	Impôts différés/Résultats ordinaires	-	-	-	-	-
	TOTAL DES PRODUIT DES ACT ORD	28157627,72	29565509,11	31043684,56	32595973,61	34225772,48
	TOTAL DES CHARGES DES ACT ORD	23642502,42	23967468,72	24763442,81	2570002,62	25741711,65
VIII 126	RESULTAT NET DES ACT ORD	3341192,72	4142549,88	4647467,70	5169618,66	6278205,01
X127	RESULTAT NET DE L'EXERCICE	3341192,72	4142549,88	4647467,70	5169618,66	6278205,01

Source : Etablir par nous-mêmes

Chapitre 3 : Etude de cas d'un octroi de crédit d'investissement CPA agence de Tizi-Ouzou

Section 3 : Analyse financière des résultats

1 Analyse par les équilibres financiers

1-1 Le fonds de roulement (FR) :

Le FR est la différence entre les actifs à court terme et les passifs à court terme d'une entreprise. Il représente les ressources financières disponibles pour financer les opérations courantes de l'entreprise.

1-2 Le besoin de fonds de roulement (BFR) :

Le BFR est le montant de financement nécessaire pour couvrir les besoins en fonds de roulement d'une entreprise. Il correspond à la différence entre le fonds de roulement et le trésorerie nette.

1-3 La trésorerie nette (TN) :

La TN est le solde positif ou négatif des liquidités disponibles après avoir pris en compte les entrées et sorties d'argent d'une entreprise sur une période donnée. Elle représente la capacité de l'entreprise à faire face à ses obligations financières à court terme.

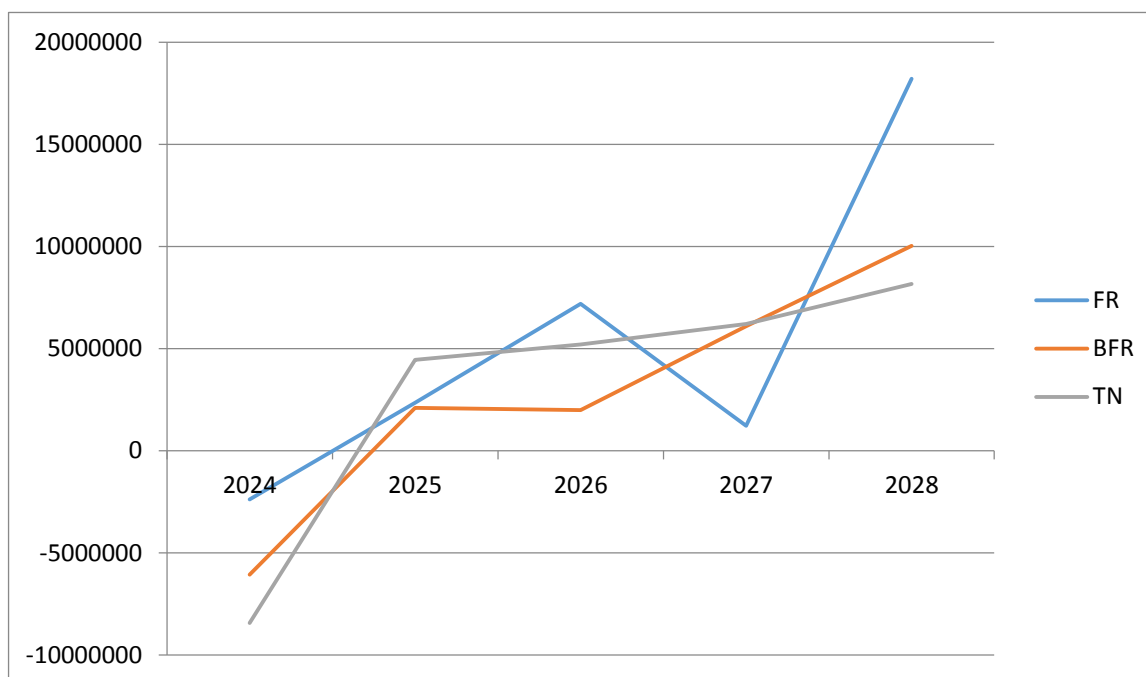
Tableau N°8 : Indicateur d'équilibre financier

Désignation	2024	2025	2026	2027	2028
FR	(63)	2358435,9	7195665,29	12302584,63	18199098,6
BFR	(6053445,3)	2094816,65	1993190,77	6101603,88	10031763,5
TN	(8428001,3)	4453251,74	5202474,52	6200983,83	8167335,1

Source : établi par nous-mêmes

Chapitre 3 : Etude de cas d'un octroi de crédit d'investissement CPA agence de Tizi-Ouzou

Figure N°5 : Courbe représente les indicateurs d'équilibre financier



Source : Etabli par nous-mêmes

Ces soldes s'appuient sur la formulation théorique suivante :

➤ **Fond de roulement = Ressources durables - Les emplois stables**

$$FR_{2024} = 13769570,4 - 16144126,4 = 2374556$$

$$FR_{2025} = 16241524 - 13833088,91 = 2358435,09$$

$$FR_{2026} = 188817716,7 - 11622051,41 = 7195665,29$$

$$FR_{2027} = 21663601,54 - 93610013,91 = 12302587,63$$

$$FR_{2028} = 25356997,22 - 7157898,62 = 18199098,6$$

➤ **Besoin de Fond de Roulement = Actif circulant – Passif circulant**

$$BFR_{2024} = 10742917,2 - 16796362,5 = (6053445,3)$$

$$BFR_{2025} = 11280054 - 13374870,65 = (2094816,65)$$

$$BFR_{2026} = 11844066,1 - 9850857,33 = 1993190,77$$

$$BFR_{2027} = 12436269,4 - 6334665,52 = 6101603,88$$

$$BFR_{2028} = 13058082,9 - 3026319,73 = 10031763,5$$

➤ **Trésorerie Nette = Fond de roulement – Besoin de fond de roulement**

$$TN_{2024} = 2374556 - (6053445,3) = 8428001,3$$

$$TN_{2025} = 2358435,09 - (2094816,65) = 4453251,74$$

$$TN_{2026} = 7195665,29 - 1993190,77 = 5202474,52$$

$$TN_{2027} = 12302587,63 - 6101603,88 = 6200983,72$$

$$TN_{2028} = 18199098,6 - 10031763,5 = 17195922,1$$

2 Les ratios de liquidités et de solvabilité

2-1 Le ratio de liquidité générale

Le ratio de liquidités générale est un indicateur financier qui mesure la capacité d'une entreprise à faire face à ses obligations à court terme en comparant ses actifs liquides (disponibilités, placements à court terme et créances clients) à ses passifs courants (dettes à court terme). Il permet d'évaluer la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements immédiats.

2-2 Le Ratio de liquidité immédiate

Le ratio de liquidité immédiate est un indicateur financier qui mesure la capacité d'une entreprise à faire face à ses obligations les plus urgentes en comparant ses actifs les plus liquides (disponibilités et placements à court terme) à ses passifs courants. Il permet d'évaluer la capacité de l'entreprise à répondre rapidement aux demandes de paiement.

2-3 Le Ratio de solvabilité

Le ratio de solvabilité est un indicateur financier qui mesure la capacité d'une entreprise à faire face à l'ensemble de ses obligations, tant à court terme qu'à long terme. Il compare les actifs totaux de l'entreprise (y compris les actifs fixes) aux passifs totaux (y compris les dettes courantes et les dettes à long terme). Il permet d'évaluer la solidité financière globale de l'entreprise et sa capacité à rembourser ses dettes sur le long terme.

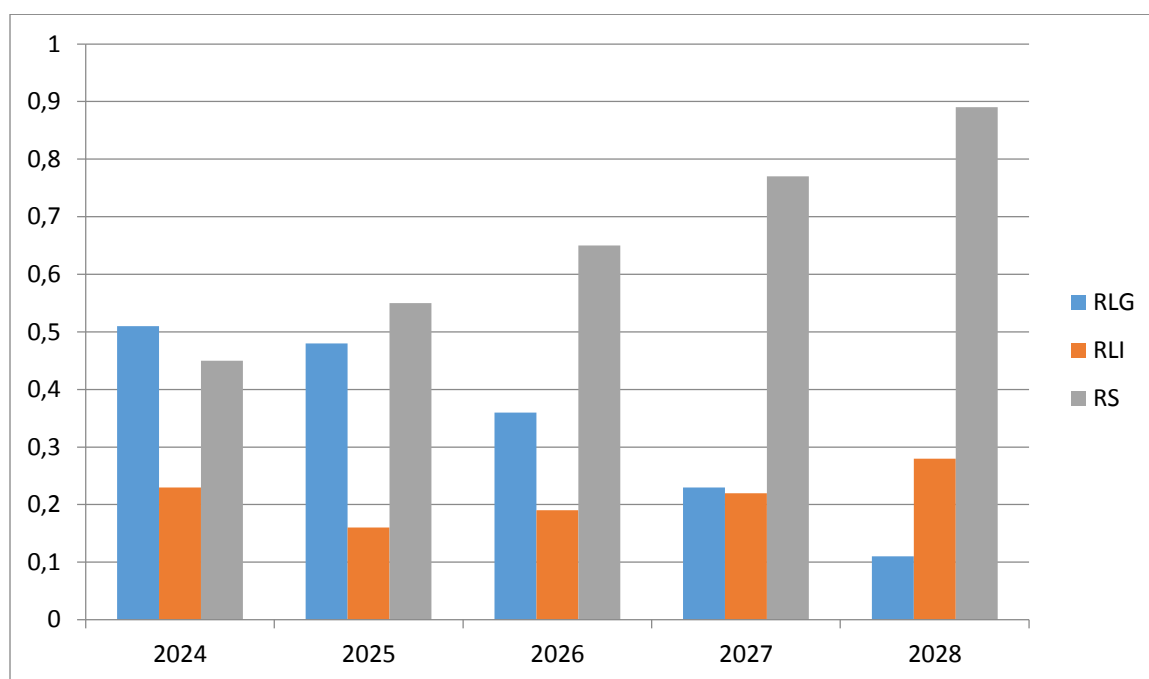
Chapitre 3 : Etude de cas d'un octroi de crédit d'investissement CPA agence de Tizi-Ouzou

Tableau N°09 : La détermination des ratios de liquidités et de solvabilité

Désignation	2024	2025	2026	2027	2028
Ratio de liquidité générale	0,51	0,48	0,36	0,23	0,11
Ratio de liquidité immédiate	0,23	0,16	0,19	0,22	0,28
Ratio de solvabilité	0,45	0,55	0,65	0,77	0,89

Source : Etablis par nous-même

Figure N°6 : Histogramme de la détermination des ratios de liquidités et de solvabilité



Source : Établi par nous-mêmes

Ces soldes s'appuient sur la formulation théorique suivante :

➤ **Ratio de liquidité générale = actif court terme / passif à court terme**

- o $RLG_{2024} = 15200485,7 / 28310841,4 = 0,51$
- o $RLG_{2025} = 13374871,4 / 27918798,6 = 0,48$
- o $RLG_{2026} = 9850875,3 / 27530661,2 = 0,36$
- o $RLG_{2027} = 6334665,5 / 27420002,2 = 0,23$
- o $RLG_{2028} = 3026319,4 / 28364717,8 = 0,11$

Chapitre 3 : Etude de cas d'un octroi de crédit d'investissement CPA agence de Tizi-Ouzou

➤ **Ratio de liquidité immédiate = Disponibilité / passif à court terme**

- o $RLI_{2024} = 6678889,41 / 28310841,4 = 0,23$
- o $RLI_{2025} = 4453243,55 / 27918798,6 = 0,16$
- o $RLI_{2026} = 5202474,51 / 27530661,2 = 0,19$
- o $RLI_{2027} = 6200983,71 / 27420002,2 = 0,22$
- o $RLI_{2028} = 8167353,06 / 28364717,8 = 0,28$

➤ **Ratio de solvabilité = Capitaux propre / Total bilan**

- o $RS_{2024} = 13769570,45 / 30565932,95 = 0,45$
- o $RS_{2025} = 16241523,97 / 29616395,45 = 0,55$
- o $RS_{2026} = 18817716,73 / 28668592,06 = 0,65$
- o $RS_{2027} = 21663601,54 / 27998267,07 = 0,77$
- o $RS_{2028} = 25356997,22 / 28383316,60 = 0,89$

3 Analyse des Indicateurs de l'Équilibre Financier

FR supérieur à BFR : Lorsque le Fond de Roulement Net (FRN) dépasse le Besoin en Fonds de Roulement (BFR), cela indique que l'entreprise peut financer ses actifs à long terme grâce à ses propres capitaux et emprunts à long terme. En d'autres termes, l'excédent généré peut couvrir tout ou partie du besoin en fonds de roulement.

BFR négatif : Un Besoin en Fonds de Roulement (BFR) négatif signifie que l'entreprise n'a pas besoin de financement à court terme. Cela implique que l'entreprise n'a pas de préoccupations concernant le financement de ses créances clients et de ses stocks à court terme.

TR positif: Bien que l'entreprise génère une trésorerie nette positive, cette trésorerie reste insuffisante pour répondre à l'ensemble de ses besoins.

3-2 Examen et Analyse des Ratios de Liquidité et de Solvabilité

Ratio de Liquidité Générale inférieur à 1 : Lorsque le ratio de liquidité générale est inférieur à 1, cela signifie que l'entreprise n'a pas suffisamment d'actifs liquides pour couvrir l'ensemble de ses dettes à court terme. Cela peut indiquer une situation financière préoccupante.

Ratio de Liquidité Immédiate insuffisant (RLK1 < 1) : Le Ratio de Liquidité Immédiate (RLK1) reste inférieur à 1, ce qui signifie que l'entreprise ne peut pas honorer la totalité de ses obligations à court terme en utilisant uniquement ses disponibilités en trésorerie.

Chapitre 3 : Etude de cas d'un octroi de crédit d'investissement CPA agence de Tizi-Ouzou

Ratio de Solvabilité supérieur à 20% : Lorsque le ratio de solvabilité est supérieur à 20%, cela signifie généralement que l'entreprise a une bonne capacité à rembourser ses dettes à long terme. C'est un indicateur positif de stabilité financière.

4 Étude de la Gestion des Risques

L'entreprise YAHIAOUI HAMZA est l'un des clients de la CPA Banque et jouit d'une solide réputation en tant qu'entreprise fiable. Son activité se distingue par sa capacité à générer de la valeur ajoutée. Le principal risque auquel la banque est exposée dans cette relation est le risque de non-remboursement des fonds empruntés.

5 Les Garanties Mises en Place

Pour sécuriser le prêt, plusieurs garanties sont établies, notamment :

Une hypothèque de premier rang sur un terrain avec la construction associée (dûment enregistrée).

Le gage du matériel roulant de l'entreprise.

L'obligation de souscrire une assurance multirisque professionnelle auprès d'une compagnie d'assurance agréée par la CPA Banque pour la durée du crédit, avec une clause de subrogation en faveur de la CPA Banque pour toutes les polices d'assurance souscrites.

La garantie de la C.G.C.I. (Caution Garantie Contre l'Impayé).

6 Les Conditions du Prêt

Les conditions du prêt incluent les éléments suivants :

L'exigence d'un apport initial de la part de l'emprunteur.

Le paiement direct des fonds au fournisseur.

La domiciliation des revenus de l'entreprise auprès des comptoirs de la banque CPA.

Chapitre 3 : Etude de cas d'un octroi de crédit d'investissement CPA agence de Tizi-Ouzou

Conclusion de chapitre

Pendant la durée de notre stage à l'Agence 194 CPA Tizi-Ouzou, nous avons eu l'opportunité d'approfondir nos connaissances en matière de crédit d'investissement ainsi que de nous familiariser avec la procédure complète de traitement associée à ce mode de financement. Notre expérience s'est concentrée sur l'analyse d'un dossier provenant de l'entreprise YAHIAOUI HAMZA, spécialisée dans le transport public de marchandises.

En étudiant en détail la situation financière de cette entreprise à travers l'utilisation de divers ratios et indicateurs de performance financière et économique, nous avons pu déterminer que le projet en question était non seulement viable, mais également rentable, justifiant ainsi une demande de financement auprès de la banque.

Conclusion générale

Conclusion général

Conclusion générale

Notre recherche s'est attelée à examiner en profondeur la gestion des risques de crédit au sein du Crédit Populaire d'Algérie (CPA) et son influence sur la capacité des entreprises à accéder au financement et à maintenir leur stabilité financière en Algérie. En réponse à la question centrale qui sous-tend cette étude, il est désormais évident que la gestion des risques de crédit pratiquée par le CPA revêt une importance cruciale dans le contexte du financement des entreprises.

En analysant les principales activités bancaires liées au crédit, nous avons constaté que le CPA joue un rôle vital en fournissant aux entreprises des ressources financières nécessaires à leur développement. Les prêts d'investissement, en particulier, représentent un moyen essentiel pour les entreprises d'investir dans leurs activités et de stimuler leur croissance. Nos investigations sur les principales formes de garanties bancaires utilisées dans le contexte des prêts aux entreprises ont révélé la nécessité pour les emprunteurs de fournir des garanties solides pour sécuriser leur accès au crédit. Cependant, ces exigences de garantie peuvent parfois poser des défis pour les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises. En examinant les principales étapes de l'analyse financière des demandes de crédit d'investissement par le CPA, nous avons identifié un processus méticuleux visant à évaluer la viabilité des projets des entreprises emprunteuses. Cette analyse rigoureuse est essentielle pour minimiser les risques de crédit.

En somme, notre étude de cas approfondie du CPA nous a permis de conclure que la gestion des risques de crédit a un impact significatif sur le financement des entreprises en Algérie. Les politiques et les pratiques de crédit du CPA influencent directement la capacité des entreprises à obtenir des financements, à investir dans leurs activités et à maintenir leur stabilité financière. Il est clair que la gestion des risques de crédit doit être équilibrée, tenant compte à la fois des besoins des entreprises et de la prudence bancaire. Ce mémoire offre une contribution importante à la compréhension de la dynamique entre les institutions financières et les entreprises, ouvrant la voie à des discussions futures sur l'amélioration des politiques de crédit et le soutien à la croissance des entreprises en Algérie.

Tout d'abord, notre enquête a pleinement confirmé l'hypothèse selon laquelle l'efficacité de la gestion des risques de crédit revêt une importance cruciale pour le secteur bancaire. Les banques, en tant que piliers essentiels du système financier, sont responsables de

Conclusion général

la stabilité de l'économie. Cette recherche a clairement montré que la gestion prudente des risques de crédit est un élément central pour assurer cette stabilité.

De plus, notre étude a validé l'hypothèse que l'utilisation judicieuse des garanties bancaires peut non seulement atténuer les risques liés au crédit, mais également renforcer la confiance des institutions bancaires. Cette confiance mutuelle entre les banques et les entreprises emprunteuses est essentielle pour faciliter l'accès des entreprises aux ressources financières nécessaires. Les garanties, comme nous l'avons constaté, sont un maillon essentiel de cette confiance.

Enfin, notre recherche a également confirmé l'hypothèse du rôle significatif de la CPA dans le financement des entreprises en Algérie, et son impact direct sur la stabilité financière des bénéficiaires de ses crédits. La CPA joue un rôle majeur dans l'économie du pays, et les entreprises qui bénéficient de ses crédits sont intimement liées à sa stabilité financière. Une gestion efficace des risques de crédit au sein de la CPA est donc cruciale, comme l'indique notre analyse.

En conclusion finale, la gestion des risques de crédit au sein de la CPA est un sujet d'une grande importance pour l'avenir économique de l'Algérie. Les entreprises doivent être conscientes des implications de cette gestion pour prospérer dans un environnement financier en constante évolution. Nous espérons que cette recherche servira de base pour de futures études et contribuera à des améliorations continues dans la gestion des risques de crédit et le financement des entreprises en Algérie. Elle s'inscrit dans une perspective de développement économique durable pour le pays.

Bibliographie

- Altman, E. I., & Saunders, A. (2019). *Credit Risk Analytics: Measurement Techniques, Applications, and Examples in SAS*,
- Belmokhtar, R. (2018). Le système bancaire algérien et son impact sur le financement de l'économie. *Revue des Sciences Economiques et de Gestion*, n°30,
- Bernard. P, « Mesure et contrôle des risques de marché », éditions Economica, Paris, 1996,
- Brealey, R. A. et Myers, S. C. (2015). *Principes de finance d'entreprise*, Paris : Dunod.
- Brown, C. (2022). *Financial Statement Analysis and Credit Risk Management*. New York, NY: Wiley. (Brown, 2022,).
- Campello, M., Graham, J. R., & Harvey, C. R. (2010). The Real Effects of Financial Constraints: Evidence from a Financial Crisis. *Journal of Financial Economics*, 97(3),
- Colquitt, J. (2001). *Crédit Risk Management: How to Avoid Lending Disasters and Maximize Earnings*. McGraw-Hill..
- Crouhy, M., Galai, D., & Mark, R. (2014). *The Essentials of Risk Management*,
- Dupont, J. (2021). *Gestion des risques de crédit et conditions de prêt*. Presses Académiques Françaises
- Extrait d'un mémoire intitulé : Le processus d'octroi de crédit d'investissement : Cas de la CPA Tizi-Ouzou, Agence 194.
- Extrait d'un mémoire intitulé la gestion des crédits bancaires et son impact sur la rentabilité bancaire
- Extrait d'un mémoire intitulé "Analyse et gestion des risques de crédit bancaire : étude de cas à l'Université Abderrahmane Mira de Béjaïa"
- Gaberan, G., & Chantebout, A. (2019). *Droit bancaire*. Dalloz.
- Garcia, J., Pereira, S., & Pedro, A. C. (2018). *Credit Risk Management: From Principles to Practice*. Wiley..
- Hamerstone, L. (2018). *Enterprise Risk Management: A Common Framework for the Entire Organization*,
- Johnson, A. (2023). *Credit Risk Management and Assessment*. New York, NY: Wiley & Sons.(Johnson, 2023).
- Johnson, R. (2020). *Influence des garanties dans les politiques de prêt*. Éditions Académiques,
- Kharoubi. C et Thomas. P, « Analyse du risque de crédit », édition Rb, Paris, 2013,

- Loeffler, G., & Posch, P. N. (2016). Credit Risk Modeling using Excel and VBA. Wiley.
- Luc BERNET-ROLLANDE (2004) Principes de technique bancaire 23e édition, France 45800 Saint-Jean de Braye.
- Luc BERNET-ROLLANDE (2004) Principes de technique bancaire 23e édition, France 45800 Saint-Jean de Braye.
- Luc BERNET-ROLLANDE. Avril (2015) Pratique de l'analyse financière 2e édition DUNOD.
- Luc BERNET-ROLLANDE (2004) Principes de technique bancaire 23e édition, France 45800 Saint-Jean de Braye..
- Malherbe, F., & de Valicourt, T. (2015). Analyse financière - Normes IFRS and méthode des flux. Dunod.
- Mishkin, F. S., & Eakins, S. G. (2015). Financial Markets and Institutions. Pearson.
- Penman, S. H. (2013). Financial Statement Analysis and Security Valuation. McGraw-Hill.
- Penman, S. H. (2013). Financial Statement Analysis and Security Valuation. McGraw-Hill.
- Rejda, G. E., & McNamara, M. (2019). Principles of Risk Management and Insurance. Pearson.
- Smith, J. (2023). Credit Risk Management: Principles and Practices. New York, NY: Routledge.(Smith, 2023,).
- Smith, J. (2020). Credit Risk Management: How to Avoid Lending Disasters and Maximize Earnings,
- Titman, S., & Keown, A. J. (2017). Financial Management: Principles and Applications.Pearson..
- Van Gestel, T. (2008). Credit Risk Management: Basic Concepts. Kluwer Law International..
- Vernimmen, P., Quiry, P., Dallochio, M., Le Fur, Y., & Salvi, A. (2019). Finance d'entreprise. Dalloz.

Webographie

- <https://www.m.finance-banque.com/ALM-Assent-Liability-Management.com> consulté le 27/05/2023 à 16h30
- <http://www.cpa-bank.dz>, Date de consultation le 08/06/2023 à 15 :22.

Liste des tableaux

Tableau N°	Intitulés	Pages
1	la progression de capital social du CPA banque	62
2	les facteurs proformas relatives de ces équipements	70
3	Bilan de réouverture (Actif)	71
4	Bilan de réouverture (Passif)	72
5	Bilan prévisionnel (Actif)	73
6	Bilan prévisionnel (Passif)	74
7	TCR sur cinq ans	75
8	Indicateur d'équilibre financier	76
9	La détermination des ratios de liquidités et de solvabilité	78

Liste des figures

Figure N°	Intitulés	Pages
Figure N°1	Typologies des crédits bancaires accordés aux entreprises	12
Figure N°2	Représentation graphique du mécanisme de crédit-bail	20
Figure N°3	L'organisation du crédit populaire d'Algérie (CPA)	64
Figure N°4	Organigramme de CPA Agence de Tizi-Ouzou	65
Figure N°5	Courbe représente les indicateurs d'équilibre financier	77
Figure N°6	Histogramme de la détermination des ratios de liquidités et de solvabilité	79

Annexes

Table des matières

Remerciement

Dédicaces

Sommaire

Introduction générale.....	1
Chapitre 1 : Généralités sur les crédits bancaires.....	7
Section 1 : les notions de base de la banque	7
1. Les concepts de base de la banque	8
1.1 Définition de la banque	8
2 Les ressources de la banque	9
3 Les fonctions de la banque	9
4 le rôle de la banque.....	10
4-1 La désintermédiation financière.....	10
4-2 L'intermédiation financière.....	10
5 Typologie des banques en Algérie.....	10
5-1 La banque publique.....	10
5-2 La banque commerciale	11
5-3 La banque coopérative	11
5-4 La banque centrale	11
Section 2 : notion sur le crédit.....	12
1. Les concepts de base du crédit bancaire.....	12
1.1 Définition du crédit bancaire.....	12
1.2 Rôle du crédit bancaire.....	12
2 Les différents types du crédit bancaire.....	13
2-1 Le crédit d'exploitation.....	13
2-2 Crédit d'investissements	20
2-3 Financement du commerce extérieur	24

2-4 Le financement de l'exportation	25
Section 3 : Les risques de crédit bancaire	27
1 Définition du risque.....	27
2 Les facteurs de risques	28
3 Les différents risques bancaires	28
3-1 Le risque de crédit.....	28
3-2 Les risques opérationnels.....	31
4 Le processus de gestion des risques bancaires	32
4-1 Définition et objectifs de la gestion du risque bancaire.....	32
Conclusion de chapitre	36
Chapitre2 : impact des crédits bancaire sur le financement de l'entreprise	38
Section 1 : Impact de la gestion des risques de crédit sur le financement des entreprises.....	38
1. Effet de la qualité de crédit sur la capacité d'emprunt des entreprises.....	39
1-1 Évaluation de la qualité de crédit.....	39
2 Influence de la gestion des risques de crédit sur les conditions de prêt.....	45
2-1 Évaluation du risque de crédit.....	45
2-2 Politiques de prêt basées sur le risque.....	46
2-2-2 Limites de crédit et conditions de prêt.....	48
Section 2 : les garanties bancaires.....	50
1 Les garanties.....	50
1-1 Les garanties personnelles	50
1-2 Les garanties réelles	51
Section 3 : l'analyse de la gestion des risques de crédit et les recommandations pour l'entreprise.....	55
1 Méthodes de gestion des risques de crédit	55
1-1 Analyse des états financiers	55
1-2 Modèles de notation de crédit.....	56

1-3 Capacité de remboursement	56
2 Évaluation du risque sectoriel	56
2-1 Échange d'informations.....	57
3- Identification des forces et faiblesses de la gestion des risques de crédit dans l'entreprise	57
3-1 Forces de l'entreprise dans la gestion des risques de crédit	57
3-2 Faiblesses de l'entreprise dans la gestion des risques de crédit	58
4 Recommandations pour améliorer la gestion des risques de crédit dans l'entreprise	59
Conclusion du chapitre.....	60
Chapitre 3 : Etude de cas d'un octroi de crédit d'investissement CPA agence de Tizi-Ouzou	63
SECTION 1 : PRESENTATION DU CPA.....	63
1. Historique du CPA.....	Erreur ! Signet non défini.
2 Évolution du capital du C.P.A depuis sa création.....	65
2-1 Évolution du CPA	66
3 La mission de la CPA	66
4 Présentation de l'agence bancaire CPA de Tizi-Ouzou	66
4-1 Les Fonctions et objectifs des différents services de CPA.....	69
SECTION 2 : ETUDE DE CAS SUR L'OCTROI D'UN CREDIT D'INVESTISSEMENT	72
1 Documents constitutifs d'un dossier de crédit d'investissement au sein de la banque CPA	72
2 Généralités sur le projet.....	72
2-1 Présentation de l'entreprise.....	72
2-2 Présentation du projet	72
2-3 Financement du projet.....	73
3 Cout de projet.....	73
3-1 Equipement de production	73
4 Bilan de réouverture au 01/01/2023	75
4-1 Actif du bilan.....	75

Tableau N°3 : Bilan de réouverture (Actif)	75
4-2 Passif De Bilan.....	76
5 Présentation Des Etats Financières Sur Cinq Exercices Prévisionnels	77
5-1 Bilans prévisionnels	77
5-2 TCR Provisionnel sur cinq ans	79
Section 3 : Analyse financière des résultats	80
1 Analyse par les équilibres financiers.....	80
1-1 Le fonds de roulement (FR).....	80
1-2 Le besoin de fonds de roulement (BFR).....	80
1-3 La trésorerie nette (TN)	80
2 Les ratios de liquidités et de solvabilité	82
2-1 Le ratio de liquidité générale	82
2-2 Le Ratio de liquidité immédiate.....	82
2-3 Le Ratio de solvabilité	82
3 Analyse des Indicateurs de l'Équilibre Financier	84
3-2 Examen et Analyse des Ratios de Liquidité et de Solvabilité.....	84
4 Étude de la Gestion des Risques	85
5 Les Garanties Mises en Place.....	85
6 Les Conditions du Prêt	85
Conclusion de chapitre	86
Conclusion générale	88
Bibliographie	
Liste des tableaux	
Liste des figures	
Annexes	

Résumé

Cette étude porte sur la gestion du risque de crédit bancaire et son impact sur le financement des entreprises, CPA Tizi-Ouzou. Pour répondre à cette question, nous avons adopté une méthodologie intégrée combinant des recherches bibliographiques et littéraires sur les aspects théoriques avec des études de cas pratiques utilisant une analyse comparative, en utilisant les données de 2024, 2025, 2026, 2027 et 2028 fournies par les documents interne de CPA. Le but de cette étude est de mieux comprendre la problématique de cette étude et de tirer nos conclusions sur la base des résultats réels de l'entreprise elle-même.

Cette activité illustre et explique la relation banque/entreprise, mais on ne peut ignorer que l'octroi de crédit est une opération risquée. Cette dernière est donc accompagnée par des banques dont l'identification et l'évaluation des projets des entreprises clientes sont nécessaires à une meilleure prise de décision et une bonne gestion des risques associés. Une meilleure prise de décision et une bonne gestion des risques associés. Autrement dit, l'évaluation des projets d'investissement permet aux banquiers de procéder à une analyse de la sincérité du client et de la rentabilité des projets jugés réalisables.

Cette analyse peut prouver si le projet est bon pour le client et rentable pour le banquier, et le banquier en tant que porteur de risque, ne sera jamais séparé de ce concept. Pour éviter que cela ne se produise, il a proposé des garanties supplémentaires, sans perdre de vue qu'une bonne garantie n'est rien d'autre qu'une bonne analyse des documents.

Mots clés : banque, crédit, gestion de risque, garantie, CPA

Abstract

This study focuses on the management of banking credit risk and its impact on corporate financing in CPA Tizi-Ouzou, . To address this question, we have adopted an integrated methodology that combines bibliographic and literary research on theoretical aspects with practical case studies using comparative analysis, utilizing data from 2024, 2025, 2026, 2027, and 2028 provided by CPA's internal documents. The purpose of this study is to gain a better understanding of the issue at hand and draw conclusions based on the actual results of the company itself.

This activity illustrates and explains the bank-corporate relationship, but one cannot ignore that the granting of credit is a risky operation. Therefore, it is accompanied by banks whose identification and assessment of projects of client companies are necessary for better decision-making and effective risk management. In other words, the evaluation of investment

projects enables bankers to conduct an analysis of the client's sincerity and the profitability of deemed feasible projects.

This analysis can demonstrate whether the project is beneficial for the client and profitable for the banker, and the banker, as a risk bearer, is never separated from this concept. To prevent this from happening, additional safeguards have been proposed, all while keeping in mind that good collateral is nothing more than a thorough analysis of documents.

ملخص

هذه الدراسة تركز على إدارة مخاطر الائتمان المصرفي وتأثيرها على تمويل الشركات في تيزي وزو، شركة القرض الشعبي الجزائري CPA. للإجابة على هذا السؤال، اعتمدنا منهجية متكاملة تجمع بين البحث البليوغرافي والأدبي حول الجوانب النظرية مع دراسات حالة عملية باستخدام التحليل المقارن، باستخدام بيانات لعامي 2024 و 2025 و 2026 و 2027 و 2028 المقدمة من وثائق الشركة الداخلية لشركة البتروكيماويات الجزائرية. الهدف من هذه الدراسة هو فهم أفضل للمشكلة المطروحة واستخلاص استنتاجاتنا استنادًا إلى النتائج الفعلية للشركة نفسها..

توضح هذه النشاطات وتشرح العلاقة بين البنك والشركة، ولكن لا يمكن تجاهل أن منح الائتمان هو عملية محفوفة بالمخاطر. وبالتالي، يرافقها البنوك التي يتعين التعرف على مشاريع الشركات العميلة وتقييمها لاتخاذ قرارات أفضل وإدارة فعالة للمخاطر. بمعنى آخر، تسمح تقييم مشاريع الاستثمار للمصرفيين بإجراء تحليل لصدقية العميل وربحية المشاريع التي يتم اعتبارها قابلة للتنفيذ..

يمكن أن يثبت هذا التحليل ما إذا كان المشروع جيدًا للعميل وربحيًا للمصرفي، والمصرفي، بوصفه حاملاً للمخاطر، لن ينفصل أبدًا عن هذا المفهوم. لتجنب حدوث ذلك، تمت اقتراح ضمانات إضافية، مع الأخذ في الاعتبار أن الضمان الجيد ليس سوى تحليل جيد للوثائق..